

MASSSES

- MAI -
1 9 3 3

N° 5 MENSUEL

Prix : Un franc



SOMMAIRE

|||||

LE PAPE A BENI HITLER

|||||

M. BERGSON ET LE
CHRISTIANISME

|||||

M. BERGSON ET LA
PSYCHOLOGIE

|||||

LES CONTRADICTIONS
JURIDIQUES DU
CAPITALISME

|||||

PARLONS UN PEU
DU PETROLE..

|||||

A BAS LE LATIN !

|||||

ACROBATIE DIALECTIQUE

|||||

SOREL ET MARX

|||||

LA BETISE DES AUTRES :
SAINT CAUCHON !

|||||

LUMPENPROLETARIAT

|||||

REFLEXION D'ENNEMI. — LE « PRO-
LETAIRE » JESUS. — CONGRES SO-
CIALISTE. — PROSPERITE. — CHAR-
LES GIDE: SA VIE, SON ŒUVRE. —
SUBVERSION DE L'ECONOMIE ALLE-
MANDE LES MEDECINS CONTRE LA
GUERRE. — LAISSEZ-NOUS VIVRE !



LEIPART ET OTTO WELS
CHAMPIONS DU RÉFORMISME

400 P. 8858

MASSES

Directeur : René Lefevre.

REDACTION ET ADMINISTRATION
23, rue Mouffetard (Paris V^e)

Abonnement annuel : 10 fr.
Abonnement étranger : 13 fr.
Abonnement de soutien : 50 fr.
Abonnement de propagande : 20 fr. ou plus.
Adressez correspondance et mandats à J. Lefevre, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

=====

Camarades, abonnez-vous

L'abonnement d'un an ne coûte que dix francs, étranger treize francs et se trouve remboursé par un des livres indiqués ci-dessous.

Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.
Ludwig Feuerbach : ENGELS.
Poèmes révolutionnaires : ALEXANDRE POUCHKINE.
Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.
Ça, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.
Le Nuage dans le pantalon : WLADIMIR MAIAKOWSKI.
La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBORG.
Lenine à Paris : ALINE.
Copains : CHPILEWSKI.
Paradis américain : EGON ERWIN KISCH.
Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.
Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Vous pourrez choisir entre 1 livre pour 5 abonnés, 6 numéros de la Revue Marxiste pour 12 abonnés, les 5 volumes de l'Histoire des luttes des Classes, de Max Beer pour 30 abonnés.

=====

Pour le cinquantenaire de la mort de Marx

A l'occasion du cinquantenaire de la mort de Karl Marx, « Masses » vous offre la possibilité de mieux connaître le créateur du socialisme scientifique et sa doctrine.
Pour Frs. 15, vous aurez droit :
1° A un abonnement d'un an à la revue ;
2° A deux volumes à choisir parmi les 3 œuvres suivantes :
Ludwig Feuerbach par Engels.
Le Matérialisme Militant, par Plékhanov.
Karl Marx, sa vie, son œuvre, par Max Beer.
(Pour Frs 19 : 3 livres et l'abonnement).

=====

LEÇONS D'ALLEMAND

Un de nos camarades réfugié désire donner des leçons d'allemand. Prix modérés. S'adresser à la Revue.

L'activité de "Masses"

Tous nos cours ont lieu dans le local des Groupes, 23, rue Mouffetard (V^e). Métro : Monge et Cardinal Lemoine. — Autobus : S-Contrescarpe et K-Rue des Ecoles.

ECONOMIE POLITIQUE

Première année : Etude des lois fondamentales de l'Economie Capitaliste d'après Karl Marx, le lundi à 20 h. 45.
2^e année : Les crises d'après Karl Marx, le vendredi à 20 h. 45.

ETUDES SOCIALES

I. Méthodes et matériaux de sociologie :
La sociologie marxiste ;
II. — Enquêtes sur les conditions de vie des travailleurs et leurs réactions psychologiques et politiques.
Le jeudi à 20 h. 45.

CERCLE D'ETUDES ARCHITECTURALES

Le lundi à 20 h. 45
Etude de l'Histoire de l'Urbanisme et de l'évolution de l'habitation du XVIII^e siècle à nos jours.
MATHEMATIQUES : Dimanche matin, 10 heures.
CONSULTATIONS JURIDIQUES gratuites, le jeudi de 20 h. 30 à 22 heures.

=====

NOTRE REPAS MENSUEL

Notre second repas mensuel aura lieu le 14 mai. Nous avons décidé de nous rendre à Chatenay, chez nos amis de la « Cité Nouvelle », 44, av. Jean-Jaurès. Deux rendez-vous sont fixés à la Porte d'Orléans au départ de l'autobus F-O (descendre av. Jean-Jaurès à Châtenay). Le premier à 8 h. 30, le second à 11 h. 30. Nous demandons à nos camarades de s'inscrire pour permettre l'approvisionnement. Le prix net du repas est de 9 francs. Les camarades qui le désirent pourront rester dîner.

=====

Les conférences radiophoniques de "Masses"

Dimanche 23 avril, à 11 heures du matin, les amateurs de T.S.F. pouvaient entendre, à l'occasion du cinquantenaire de la mort de Karl Marx, deux causeries de nos collaborateurs Henry-Leconte et Jean Luc, radiodiffusées par Radio L.L. Henry-Leconte parla d'abord de « Karl Marx philosophe », puis ce fut Jean Luc sur le « Marxisme comme science ». Ajoutons que ce sont les deux premiers exposés faits en France sur Karl Marx devant le microphone.

Nous devons ainsi à l'obligeance de la Voix Républicaine de pouvoir inaugurer par là une série de conférences, exposés et entretiens faits par les rédacteurs de « Masses » se rapportant aux rubriques respectives qu'ils assument.

Nous pouvons annoncer d'ores et déjà que la prochaine causerie portera sur l'Ethnographie.

La date en sera indiquée ultérieurement dans la revue.

LE PAPE A BÉNI HITLER

Depuis que Hitler et ses bandes sévissent en Allemagne, précipitant ce grand pays de 65 millions d'âmes dans les ténèbres et les brutalités de l'on ne sait plus quel moyen-âge, persécutant la classe ouvrière et opprimant le peuple juif (qui en a vu bien d'autres, il est vrai), le monde entier est plongé dans l'indignation et la stupeur.

Quand je dis le monde entier, je suis obligé de faire une réserve. Il y a un homme au monde, et cela est une certitude assurée, confirmée, consacrée, solennisée et divinisée — un homme au moins — qu'Hitler n'a pas stupéfait, que les honteuses misères infligées à 700.000 juifs n'ont pas indigné que les brimades, vexations, emprisonnements, exécutions dont sont victimes vingt millions de travailleurs, n'ont pas dérangé dans ses méditations ni détourné de contempler le ciel et de continuer son quotidien dialogue avec Dieu. C'est le Pape.

Le Pape, préoccupé de choses toutes célestes, archangéliques, éthérées, éternelles et diaphanes, n'a pas pu foudroyer Hitler de cette foudre dont Dieu lui a pourtant confié la garde ; il ne l'a ni excommunié, ni anathématisé, ni voué à l'enfer, ni maudit.

Mais, dès que le Pape daigne baisser les yeux, avec condescendance sur notre pauvre planète, le Pape se met à bénir Hitler. Cela vous étonne ? Oui ? Non ? Un peu, tout de même ! Moi, pas du tout.

Le Pape ne fait en cela que renouer avec une illustre tradition. Et comment ne pas bénir Hitler qui se révèle comme le sauveur du catholicisme ! Ces juifs n'ont jamais voulu se laisser convertir ; les descendants d'Abraham sont têtus. On a eu beau faire succéder les progroms aux progroms, faire couler des fleuves d'huile bouillante, faire grésiller la poix, entasser fagots sur fagots, répandre de l'Occident à l'Orient la très chrétienne lueur des bûchers, la postérité du roi Salomon n'a rien voulu comprendre aux bondieuseries en trois personnes, ni aux amours de la vierge et du Saint-Esprit, ni à toutes ces palpitantes histoires. Quant aux travailleurs des usines, et même ceux des champs, ils commencent à les comprendre chaque jour un peu moins, ces histoires, et à se demander si les béatitudes qu'on leur promet dans le ciel (soit qu'un petit éclat d'obus les y envoie sur les champs de bataille, soit qu'une emboutisseuse, un éboulement ou un coup de grisou aient auparavant rempli cet office), si ces béatitudes ne seraient pas, par hasard une bonne petite plaisanterie inventée pour qu'ils laissent les princes, les marchands de canons, les vieilles douairières, les gangsters et les papes faire leur petite besogne en toute tranquillité.

Et contre ces gens-là vous voudriez qu'un Hitler ne fût pas considéré comme un envoyé du ciel.

Hitler, dira-t-on, mais il enseigne la haine, les égorgements fratricides, et les beaux combats où le noble métier de héros n'est que le stage temporaire qui précède infailliblement l'état d'héroïque charogne ! Eh bien, quoi, croyez-vous que ce ne soit pas chrétien, ça ? Ecoutez plutôt cette belle chanson, que la très édifiante Revue du Monde Catholique (aujourd'hui défunte) publiait vers l'année 1901 :

*Mon fils, il te tardait d'embrasser la carrière
Des armes. Dieu t'y garde ! Une nuit de prière
Confirma ton désir. Te voilà cuirassier
Revêtu de l'armure et du casque d'acier.*

Une nuit de prière qui vous rend cuirassier, n'est-ce pas édifiant, dans les deux sens du mot ?

Quant à la guerre, elle est divine, archi et superdivine, vous dis-je. Prêtons un moment l'oreille à ces rimes monstrueusement chrétiennes :

*La guerre est un fléau, dit-on, je le veux bien.
C'est un mal nécessaire ? Oui... Moi je n'en sais rien.
Que nos bons députés en causent en séance,
Ou qu'un fin diplomate en fixe l'échéance,
Elle est notre raison d'être à nous, combattants ;*

*Et quand elle viendra, nous, nous serons contents !
Trop de choses, de gens sont pourris ! Dieu se lasse :
Il faut que le canon les remette à leur place.*

Mon Dieu ! Mon Dieu ! peut-on dire plus finement, plus glamment et plus chrétiennement ces choses-là ? Malheureusement, ce ne sont pas les choses précisément et les gens les plus pourris que le canon « remet à leur place » ; et même le canon, qui est susceptible, lui tout autant qu'un autre, de sentiments très chrétiens, est frappé, en présence de ces gens et choses pourris, d'un saint respect.

Et cette fin, délicieusement synthétique, d'un avant-goût tout à la fois hitlérien et mussolinien :

*Mon fils, je te bénis. Garde cet entretien,
Et tu seras un homme, un soldat, un chrétien.*

On ne nous l'envoie pas dire, à la Revue du Monde Catholique : on ne peut être homme que si l'on est soldat ou chrétien, ou, si possible, les deux à la fois. Quant à nous, qui ne sommes ni l'un ni l'autre, il faudra bien que nous essayions de nous faire une raison.

Voici maintenant, sous la plume d'un certain Camille Derouet, homme pieux et bien pensant s'il en fût jamais, l'avis d'un disciple de Jésus-Christ sur la question juive :

Depuis un certain nombre d'années, toutes les nations chrétiennes ont supprimé, ou tout au moins modifié dans un sens humanitaire, les mesures de préservation sociale autrefois édictées contre les juifs.

Bien plus, la plupart de ces peuples ont accordé aux fils d'Israël, établis sur leur territoire, les mêmes droits politiques qu'aux autres citoyens.

Cette imprudente générosité, bien loin de réaliser les espérances que les philanthropes trop confiants avaient fondées sur elle, a produit les fruits les plus amers.

Quelles espérances et quels philanthropes ? Il vaut mieux ne pas chercher à préciser. Quant à la conclusion de l'article, tiré de cette même Revue du Monde Catholique d'où sont extraits les fragments du poème dont j'ai pu gratifier mes lecteurs, Hitler pourrait le faire graver en lettres d'or au fronton du Reichstag, s'il en reste :

*Aux humbles serviteurs du Christ, reviendra l'honneur de faire
crouler le rêve insolent de puissance universelle qu'une race
maudite a eu, dans son diabolique orgueil, l'incroyable audace
de concevoir.*

L'histoire des infamies perpétrées pendant des siècles, depuis le drame du Calvaire, par le prétendu lieutenant de Dieu sur la terre, font mieux que de me garantir d'un vain étonnement. Ce geste papal, qui bénit la Force sans tête, en plein XX^e siècle, à la veille de la prise du pouvoir par-dessus les frontières de la classe des travailleurs mécréants, matérialistes et athées, apparaît plutôt comme le chant du cygne de la vieille et tenace toute puissance chrétienne, l'histoire des pontifes de Rome et des abjections dans lesquelles ils se sont vautrés à travers les âges, me fait, par comparaison, trouver élégant, charmant, spirituel, fin, délicat, philanthropique et touchant le coup d'encensoir administré au chef des chemises brunes, au messie raciste que les soubresauts crépusculaires d'un monde à son déclin ont permis de s'abattre sur le pays de Goethe, de Hegel et de Beethoven.

Oui ! n'ayons pas peur de regarder en face les papes du passé. Et comparons.

Pour avoir voulu se rebiffer contre les prétentions envahissantes du Saint-Siège, le pape Constantin I^{er} fait crever les yeux à l'archevêque de Ravenne. Armé de l'édit papal, son envoyé Théodore, au cours d'une cérémonie militaire solennelle, toutes piques debout, les étendards déployés, fait enfoncer des pointes de fer rougies dans les orbites du prélat rebelle.

Grégoire V manifesta pour les supplices lents, compliqués,

voire suivis de parades divertissantes, un goût plus que marqué. Il est dans son genre un artiste qui laisse déborder les dons de son imagination créatrice. Le consul Crescentius et son compagnon Jean payèrent assez cher pour le savoir. N'ayant pas eu le bonheur de plaire au souverain pontife de Rome, ce dernier leur fit couper les pieds, puis les mains ; après quoi, ce fut l'appendice nasal, la langue et les oreilles. Le peuple, maintenu par des cordons de troupes à cheval, le pape à son balcon, contemplèrent longtemps cette scène de charcuterie. Ces réjouissances furent suivies d'un défilé des suppliciés à travers les grandes voies de Rome, à l'issue duquel ils furent l'un et l'autre pendus.

Innocent III, dont la devise (*Comes Signatus*) signifiait qu'il était l'illustre et intime compagnon de Dieu, s'étant avisé que de penser que l'on pouvait manger de la viande pendant le carême constituait le plus noir des forfaits contre Dieu et la conscience, fit incendier, saccager, demantibuler de fond en comble la ville de Béziers. Soixante mille vies humaines y furent consumées dans les flammes.

Clément IV, qui se croyait l'aigle chargé d'abattre le dragon satanique, suggéra négligemment à Charles d'Anjou de faire décapiter deux jeunes gens de dix-huit ans, Conradin et Frédéric, qui les génaient, ce que Charles d'Anjou ne négligea pas d'ordonner aussitôt.

Quant à cet excellent Innocent VI, qui, comme son nom ne l'indique pas, s'était juré de guérir la société chrétienne jusque dans la moindre de ses maladies, un jour que onze citoyens romains étaient venus lui demander audience, n'ayant pas trouvé leurs propos de son goût, il les fit proprement jeter, les uns après les autres, du haut des fenêtres de son palais.

C'est assez drôle, n'est-ce pas ? Mais, dans les cruautés papales, on aurait tort de croire que l'imagination des successeurs de Saint-Pierre se bornât à ces quelques variétés, assez originales, comme on vient de le voir, d'intervention personnelle. Voici également la note mystico-crapuleuse. L'abbé Joseph Maître lui-même, tout abbé qu'il est et tout humble et dévoué serviteur de Sa Sainteté le Très Saint Père qu'il se proclame, est obligé de convenir que la dignité et la puissance de Pierre furent singulièrement amoindries en Sixte IV par sa faiblesse, qui l'entraîna à subordonner plus d'une fois les intérêts de l'Eglise à ceux de la politique humaine. Donc, ce faiseur de politique humaine ordonne que l'on massacre à coups de poignard et de sabre, pendant la messe, Laurent et Julien de Médicis, au moment précis où a lieu l'élévation de l'Hostie. La voilà bien, l'union du sabre et du goupillon.

Et Grégoire XIII, donc. De quelle sainte et céleste joie s'éclaira son visage lorsqu'on lui apporta, déposée dans le velours royal d'un coffret expédié par les soins de Catherine de Médicis, la tête de celui que le spectacle honteux et tragique des crimes des papes, les rapines et les massacres, la mise aux enchères des indulgences et des joies paradisiaques, la corruption des prêtres et les mains rouges de sang et éclatantes d'or des serviteurs de Jésus, avaient dressé contre l'Eglise : le malheureux amiral de Coligny.

Je passe sur les tas et les tas d'autres crimes dont s'enorgueillit peut-être le palmarès de cette Eglise qui prétendit enseigner au monde la parole du doux agneau de Bethléem, du désolé Solitaire du Mont des Oliviers. Je passe sur celui dont les horreurs sont devenues classiques, au même titre que les tragédies de Racine ou la géométrie d'Euclide, le monstre à face humaine Alexandre VI Borgia, amant de sa sœur, assassin de ses frères, pourvoyeur du Tibre en cadavres nocturnes, homme de sac, de corde et de poison, amateur de fines parties, de jolies femmes, grand faiseur de bâtards et pape de Rome.

Ne nous plaignons donc pas si le pape d'aujourd'hui s'est contenté de donner sa bénédiction à Hitler. Qu'est-ce qu'une bénédiction ? On ne le sait que trop. Ça s'achetait, s'échangeait, se vendait autrefois, au XVI^e siècle encore, tout comme aujourd'hui les pommes de terre, les vieilles carrosseries et un honneur sans tache.

Alors, bénir Hitler, c'est l'innocence même, puisque très exactement, ce n'est rien.

HENRY-LEGONTE.

CHARLES GIDE

SA VIE ET SON ŒUVRE. (Recueil Sirey 1933)

Cet économiste fut avant tout un conférencier plein de charme, un merveilleux écrivain, un moraliste désenchanté et une belle conscience. Certes, il ne fut jamais des nôtres, il était bien trop religieux, individualiste, dilettante et sceptique pour cela.

Il n'a jamais admis, du moins entièrement, la théorie du matérialisme historique : « Elle me dégoute, a-t-il écrit, ce qui importerait peu, mais elle ne me paraît qu'une gageure, un simple jeu d'esprit sans aucun rapport avec la réalité. « Je ne prétends pas, ne voulant pas pousser le paradoxe en sens inverse, que les intérêts économiques et commerciaux n'aient aucune part dans la guerre, mais je les crois bien secondaires. »

Il n'a pas admis non plus la théorie de la lutte des classes qui lui paraît « surannée et enfantine ». *Si les luttes des classes et des peuples ont bouleversé le monde, les seules transformations définitives ont été des œuvres d'amour.*

Il a craint que le socialisme ne diminue l'homme en le dépouillant pièce à pièce de tout ce qui constitue la personnalité et la dignité humaine, à savoir la famille, le foyer, la propriété, le droit de disposer librement de son travail, de son temps, de ses épargnes et de le laisser alors faible, désarmé, sans énergie, sans initiative, sans responsabilité, rien de plus qu'une abeille dans une ruche, qu'une fourmi dans une fourmilière.

Il ne croit guère « à l'efficacité de la révolution ou même de la loi pour créer par voie d'autorité un ordre social nouveau ». Mais indirectement, il a bien servi notre cause. Il a dénoncé la classe bourgeoise et avec quel talent, et quelle ironie quelquefois, les méfaits des théories économiques de l'école libérale : liberté du travail, liberté du commerce, liberté politique, libre échange et il a combattu la base morale basement matérialiste de cette école : l'égoïsme individuel.

« Le raisonnement pessimiste de l'école individualiste revient à dire que quiconque se dévoue est dupe, et que vivre pour autrui ou vivre sur autrui sont les deux formules d'une même équation... « Quelle erreur de croire et le répéter toujours que le self-help, l'effort égoïste représente le plus haut degré de l'énergie individuelle. Mais, je vous prie, pourquoi le fait d'aider les autres ne constituerait-il pas un effort autant et plus intensif que l'effort pour soi et une source d'énergie plus féconde encore ? Tendre la main à son semblable peut supposer plus de vigueur que de lui donner un coup de poing. »

Le premier, parmi les économistes bourgeois, il a étudié le milieu économique dans l'homme. « D'abord, il faut étudier le milieu économique autrement qu'à travers les nombres, dans les choses, les marchandises, les capitaux, les balles de coton ou les sacs d'écus. Il faut l'étudier dans les hommes, c'est la science vécue. »

Par cela même, Gide a introduit dans l'économie politique la morale et la psychologie d'où elles étaient exclues. Ce fut une révolution. Mais c'est aussi partant de cette conception de l'économique qu'il a pu dire qu'avant tout le salariat était une question psychologique. Ce qui est manifestement une erreur.

Comme un LEROY-BEAULIEU, il ne voit pas dans le salariat « une institution définitivement acquise une fois pour toutes ». Au contraire, il souhaite et prédit sa disparition en même temps que celle du patronat capitaliste « qui lui confère justement par l'appropriation du profit son caractère moderne ».

Sa conception des phénomènes économiques du monde fut dynamique « par opposition à celle de l'école libérale essentiellement statique ». Il n'a pas conçu le mécanisme social comme immuable, mais en perpétuelle évolution. Par là, il se rapproche de nous.

Enfin, n'oublions pas que c'est jugeant Charles GIDE sous cet angle que JAURES a pu dire : « Il fut un collectiviste sans le vouloir. »

N'oublions pas non plus qu'à 76 ans il n'a pas hésité à se rendre en U.R.S.S., pour voir et étudier les coopératives. Ces réalisations causèrent à ce désabusé une impression profonde. Nous nous rappelons toujours, à ce sujet, du mot d'un de ses meilleurs disciples, par ailleurs anticommuniste farouche :

« Le père GIDE, il souhaite les Soviets à Paris pour voir ce que cela ferait. »

GIDE, mon vieux maître, tu es malheureusement parti trop tôt !

MARTE DUPUY.

LA BÊTISE DES AUTRES

I. - SAINT-CAUCHON

« Limité, dans ses investigations, aux faits extérieurs, aux manifestations apparentes et aux conséquences tangibles, l'écrivain sincère doit procéder par hypothèses et par recoupements successifs à la reconstitution du drame, s'il veut parvenir à dégager la réalité profonde des événements en remontant aux causes effectives, et à tirer ainsi de l'histoire les utiles leçons qu'elle comporte. » (1).

Tel est le programme de M. Georges Champenois qui vient de publier dans l'hebdomadaire catholique et réactionnaire *Pantagruel* un article étonnant. Je dis : étonnant de prétention, de sottise et de naïveté. Rien ne vaut un ennemi bête ; il donne prise facile non seulement à la critique, mais encore au rire, au rire vengeur, libérateur, révolutionnaire. La chose est d'autant plus drôle que M. Georges Champenois écrit dans un journal qui s'est placé sous le patronage de Rabelais — de Rabelais, camarades, c'est-à-dire de l'homme qui, compte tenu des concessions feintes ou réelles, faites au royalisme et au catholicisme à l'ombre desquels il travaillait, a couvert du lindeul du ridicule le roi-conquérant, le théologien à tête d'âne et le papimane à cervelle de perroquet.

M. Georges Champenois veut réhabiliter Cauchon sans toucher à « Jehanne » — notre auteur aime l'archaïsme, jusque dans l'orthographe. Bien plus, il veut montrer qu'en cette affaire, il n'y eut pas de bons et de mauvais rôles, que tous les acteurs du drame, ayant contribué, malgré eux, à l'accomplissement des desseins de la Providence, sont dignes de notre reconnaissance. Il n'y eut pas à Rouen de « crime », il n'y eut qu'une « erreur judiciaire ».

Je n'ai pas l'intention de me placer au point de vue de l'historien et de rappeler à notre Champenois que le cas Jeanne d'Arc est un peu plus compliqué qu'il ne voudrait le faire croire à ses lecteurs. Je m'en tiendrai aux faits, et aux folles « hypothèses » sur lesquelles s'appuie le journaliste mis en cause.

Comme on l'a vu plus haut, M. Champenois ne s'en tient pas « aux faits extérieurs, aux manifestations apparentes ». « L'historien doit participer à la fois du romancier et du détective ». M. Champenois fait largement usage de la psychologie chère aux romanciers de la Bibliothèque Rose et aux méthodes déductives propres aux auteurs « policiers » qui gagnent péniblement leur vie en vendant du cadavre à un franc soixante quinze centimes la douzaine. Vous allez voir comment.

« On s'obstine à imaginer on ne sait quel duel monstrueux entre une sainte et des prêtres indignes, alors qu'il s'agissait beaucoup plus simplement du procès loyal d'une femme que la plupart de ses contemporains s'accordèrent un instant à considérer comme une intrigante et une illuminée vulgaire. »

Procès loyal, pourquoi ? 1° Jeanne d'Arc vient d'échouer deux fois devant Paris : elle a été blessée et « capturée » à Compiègne. M. Champenois (n'oublions pas que nous avons affaire à un fin psychologue) se met à la place de Charles VII ; quel mal y a-t-il à laisser tomber les amis, lorsque ceux-ci ont commis la faute insigne de ne pas mener à bien toutes leurs entreprises et la maladresse suprême de se laisser blesser « par un vireton » ? Charles VII, d'ailleurs, pauvre prétendant « trop jeune et entouré de traîtres » a fait ce qu'il a pu. Il a, pendant le procès, fait occuper Louviers, à sept lieues de Rouen. Il a comblé la famille de Jeanne, après la mort de la « bergère » de « libéralités et de privilèges ». Il a pris l'initiative du procès de réhabilitation. Il faut toujours mieux, n'est-ce pas, servir une cause lorsqu'elle a chance de triompher, que quand elle est difficile à défendre. Décidément, M. Champenois n'est pas seulement un psychologue, c'est un politique.

(1) Georges Champenois ; Jeanne d'Arc, victime expiatoire. *Pantagruel*, 15-4-1933.

2° Les juges — affirment la plupart des historiens — étaient vendus à l'Angleterre. Vraiment ? Ah ! ah ! Monsieur Champenois est un profond détective. Il exige, sur ce point, une preuve coniale. « Où est le prix du crime ? » Montrez-moi l'enveloppe, le chèque, la pièce à conviction.

3° Ces juges, d'ailleurs, agissent en bons Français, respectueux des lois et des traités, et, qui mieux est, en bons ecclésiastiques. Le Traité de Troyes a placé sur le trône d'Angleterre et, en même temps, sur le trône de France un roi légal « descendant par les femmes de Philippe le Bel ». Charles VII, qui doute fort de sa légitimité (c'est là, déclare M. Champenois, le fameux « secret du roi ») est « aux yeux de la plupart des Français, et notamment aux yeux des juges de Rouen usurpateur et rebelle ». Au nom de la France — c'est-à-dire du Traité de Troyes — Jeanne est donc condamnable.

Au nom de l'église, aussi, la rebelle est condamnable. « En se portant garante de la légitimité de Charles VII, [elle] devenait à bon droit suspecte à tous ces hommes d'Eglise, et le sacre dont elle avait pris l'initiative revêtait l'aspect d'un véritable sacrilège ».

Le tour est joué. Cauchon n'est plus un « misérable ». C'est un homme sage, intelligent, probe (« Tous ses contemporains et le pape lui-même s'accordent » à nous le présenter ainsi), que dis-je, c'est un évêque. Il a bien mérité, et de Dieu, et de la Patrie.

On voit à quoi servent les « hypothèses » et les « déductions » de M. Champenois. En s'efforçant d'innocenter tous les personnages qui, dans l'affaire Jeanne d'Arc, ont été revêtus d'un caractère soit religieux, soit national (qu'il s'agisse d'Henri VI, roi légal, ou de Charles VII, roi légal en puissance), notre prétendu historien défend non seulement les intérêts des puissants, mis en cause, mais encore les intérêts de « surnaturel ».

Je ne peux que citer. La prose de Champenois dépasse en comique toutes les paraphrases. « Pourquoi les prêtres — plus de trois cents furent consultés — auraient-ils unanimement proclamé l'hérésie de Jehanne si vraiment ils avaient cru être en présence d'une Sainte ? Pourquoi le roi aurait-il abandonné l'héroïne à laquelle tant de liens de reconnaissance devaient le tenir attaché ? Trahison et ingratitude, c'est bientôt dit. Dans quel but cette trahison de la part de théologiens consacrés par leur vocation au culte de la justice et de la vérité ? Comment trouver une explication humaine (2) au revirement imprévu du prince au moment précis où ses adversaires le tiennent personnellement en échec et lui infligent l'humiliation de traiter... en sorcière celle-là même qui vient de le faire sacrer ?

L'esprit, en présence de tant de contradictions, se trouble et la raison demeure déconcertée. Mais alors une autre hypothèse surgit, invincible : si pourtant nous nous étions trompés ; si le crime n'était pas un crime, mais une SIMPLE ERREUR JUDICIAIRE ; si le roi impuissant, mais non ingrat, s'était bonnement trouvé dans l'impossibilité de porter secours à l'héroïne ?

Alors, tout s'éclaircit et les événements envisagés sous cet angle nouveau prennent une grandeur singulière. La marque du divin apparaît. Les hommes ne sont plus que d'inconscients instruments qui travaillent à une œuvre qui les dépasse... »

Conclusion : « Qu'on le veuille ou non. Le surnaturel coule à pleins bords au cours de nos annales et c'est pour l'avoir méconnu que tant d'auteurs ont déchiré ou vilainement souillé les plus grandes pages de l'histoire de France. »

Et voilà. Michelet est, rétrospectivement, confondu. Et les marxistes en prennent pour leur grade, les vilains barbouilleurs.

(Suite page 7.)

JEAN LUC.

(2) Faut-il croire que « l'explication humaine » proposée par l'auteur ne vaut rien ?

M. BERGSON ET LE CHRISTIANISME

Henri Bergson est actuellement le plus célèbre des philosophes français. Quel que soit le jugement que l'on porte sur la partie métaphysique de son œuvre, il est incontestable qu'il a fait accomplir de sérieux progrès à la philosophie, dans le domaine psychologique. Son dernier ouvrage : « Les deux sources de la morale et de la religion » a suscité de nombreuses réactions qu'il est impossible de résumer brièvement. Je voudrais simplement mettre en valeur les jugements portés sur ce livre par la critique catholique, en la personne d'un de ses représentants les plus qualifiés. Déjà, dans une lettre adressée en 1911, au R. P. de Tonquédec, Bergson avait souligné lui-même, que l'on pouvait nettement dégager de ses travaux l'idée d'un Dieu créateur et libre, générateur à la fois de la matière et de la vie (1). Néanmoins s'il concluait à l'existence de Dieu, encore s'abstenait-il d'en préciser la nature et de l'identifier de près ou de loin au Dieu chrétien ; ayant réfléchi vingt cinq ans il nous livre maintenant toute sa pensée.

Lorsque Bergson aborde au second chapitre de sa nouvelle œuvre l'exposé du problème religieux, il commence par nous donner une fausse joie. On pourrait croire en effet à la lecture des premières pages, que Bergson englobe toutes les croyances religieuses dans un commun mépris ; il n'en est rien, bien au contraire ; les deux chapitres consacrés à la religion prouvent que l'auteur fait une exception en faveur du christianisme auquel il rend un hommage éclatant, rejoignant ainsi le front des spiritualistes, sinon celui des théologiens.

Un ecclésiastique M. E. Magnin, critique de la « Semaine religieuse de Paris » met en évidence la valeur apologetique du témoignage bergsonien (2) :

« L'Évolution créatrice avait conduit M. Bergson aux confins de la Théodicée, mais sans à vrai dire l'y faire pénétrer, puisque le nom de Dieu y est à peine prononcé. Dans sa dernière œuvre le Dieu créateur, distinct du monde et des hommes, y est confessé « à pleine bouche » dirait Bossuet... »

« En vérité quand on replace la philosophie de M. Bergson dans le milieu intellectuel contemporain et qu'ainsi on constate son opposition foncière à des théories franchement hostiles à la doctrine chrétienne ; la plus élémentaire justice exige qu'on reconnaisse sans détour qu'à plus d'un égard il est près de nous, voire même avec nous... »

« Oserais-je conjecturer que, sur tel ou tel point, M. Bergson ne se sentant pas pleinement d'accord avec nous a tourné court afin de ne pas nous heurter, par exemple quand il parle des problèmes du mal et de la survie... »

« Dieu selon lui (et selon nous) a créé l'homme pour l'aimer et en être aimé, c'est à ce double amour que tend tout l'élan vital... »

« M. Bergson croit que l'expérience des mystiques a une véritable valeur philosophique, parce que ceux-ci s'accordent étonnamment entre eux dans la description des états qui marquent l'ascension de leurs âmes et qu'un tel accord chez des esprits doués d'une grande originalité ne s'explique pas suffisamment par la communauté de tradition et d'enseignement. « Leur accord profond, dit-il, est signe d'une identité d'intuition qui s'expliquerait le plus simplement par l'existence réelle de l'Être avec lequel ils se croient en communication (3). » A ce témoignage sur l'existence de Dieu, s'ajoute... un témoignage sur la nature de Dieu. « Cette nature, le philosophe aurait vite fait de la définir, s'il voulait mettre le mysticisme en formule. Dieu est amour et est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme et là. De ce double amour le mystique n'aura jamais fini le parler... (4). » Ce Dieu-Amour devient tout naturellement... un Dieu créateur... « Toutefois il est difficile de concevoir un amour agissant qui ne s'adresserait à rien. Par le

fait, les mystiques sont unanimes à témoigner que Dieu a besoin de nous comme nous avons besoin de Dieu. Pourquoi aurait-il besoin de nous, sinon pour nous aimer ? Telle sera bien la conclusion du philosophe qui s'attache à l'expérience mystique. La création lui apparaîtra comme une entreprise de Dieu... pour s'adjointre des êtres dignes de son amour (5). »

Voilà à quel degré de religiosité autrement dit à quel degré d'abaissement est tombée la pensée bergsonienne. Dira-t-on que la critique est allée trop loin, que par excès de zèle il a voulu en choisissant trop bien ses citations donner au philosophe une apparence de théologien mystique, les textes suivants pris au hasard donneront la preuve du contraire :

« Rien n'empêche... de pousser jusqu'au bout l'idée, que le mysticisme suggère, d'un univers qui ne serait que l'aspect visible et tangible de l'amour et du besoin d'aimer ». « La survie... semble assurée à toutes les âmes par le fait que, dès ici bas, une bonne partie de leur activité est indépendante du corps » (6).

Mais dira-t-on encore, il reste à prouver que M. Magnin a bien défini la nouvelle doctrine de Bergson et ne l'a pas, malgré certaines restrictions (7) exagérément christianisée ; un article paru dans la « Vie Catholique » nous fixera sur ce point. Ayant rendu visite à l'israélite, qui en faveur d'un représentant de l'Église catholique, se laisse interroger pour la première fois depuis vingt-cinq ans, M. Magnin lui demanda en premier lieu ce qu'il pensait de ses propres critiques ? Bergson lui certifia aussitôt qu'il avait « dégagé de façon exacte les traits essentiels de sa doctrine » (8) et en réponse à de nouvelles questions fit une série de déclarations, qu'il rédigea lui-même en partie et dont il est indispensable de reproduire au moins quelques passages :

M. Magnin. — Croyez-vous qu'une certaine participation de tous à la vie mystique soit possible ?

M. Bergson. — Je ne le nie pas et je trouve beaucoup de philosophie dans le dogme de la communion des Saints.

M. Magnin. — Ce que vous avez dit de la survie a paru un peu écourté, comme ce que vous avez dit du problème du mal.

M. Bergson. — Je crois pourtant que la philosophie peut donner au fait de la survie *personnelle*, une probabilité assez haute pour que la charge de la preuve incombât à ceux qui le nient.

M. Magnin. — Je n'ai pas très bien saisi la portée que vous donnez au témoignage des mystiques à cet égard ?

M. Bergson. — L'expérience des grands mystiques catholiques leur donne la conviction inébranlable de leur survie ; leur union à Dieu est telle qu'il leur paraît impossible qu'elle se termine avec leur existence temporelle. Leur rencontre sur ce point et d'autres rencontres au moins aussi frappantes, trouveraient une explication satisfaisante dans la réalité de l'objet auquel ils croient. Reste à savoir si ce n'est pas le privilège d'une élite.

M. Magnin. — Pourquoi faites vous des réserves sur la durée de la survie ?

M. Bergson. — Parce que si l'expérience aidée du raisonnement donne une haute probabilité, pour ne pas dire davantage, à l'hypothèse d'une survie, c'est à dire d'une continuation de la vie consciente après la mort, elle ne permet pas, laissée à elle-même, d'affirmer que cette continuation doive être indéfinie... On voit donc que Bergson non seulement croit en Dieu, mais qu'il trouve beaucoup de philosophie dans le dogme de la communion des Saints et qu'il est persuadé de la survie personnelle, sans être cependant certain que celle-ci dure très

(5) Bergson. Les deux sources, p. 273.
(6) Bergson. Les deux sources, p. 274 et p. 283.
(7) M. Magnin convient que l'illusion serait grande de croire que les derniers développements de la pensée bergsonienne satisfassent à toutes les exigences essentielles de la doctrine catholique. (Sem. rel. de Paris, N° 4097, p. 80).
(8) La vie catholique. N° du 7 janvier 1933.

(1) Voir « Dieu dans l'évolution créatrice » par le R. P. de Tonquédec. Paris, 1912.

(2) Semaine religieuse de Paris. N° 4.094, 4.096, 4.097.

(3) Bergson. Les deux sources, p. 265.

(4) Bergson. Les deux sources, p. 270.

LE "PROLÉTAIRE" JÉSUS

Et voici la parole de l'Église officielle.

Dans sa troisième conférence sur la personne de Jésus, le R. P. Pinard nous parle de l'artisan de Nazareth, ou plus exactement du prolétaire Jésus, car il fut, lui aussi, un prolétaire, un bon, un vrai, tout en sucre, aimant le travail, la pauvreté, respectant l'autorité légitime... et n'ayant jamais lu Karl Marx...

S'adressant aux autres prolétaires absents (Eminence, Excellences, Messieurs, Messieurs...), le R. P. s'écrie : « C'est un ouvrier qui a partagé trente ans les souffrances des ouvriers... » « Il a connu les mêmes humiliations, les mêmes privations, la même sujétion que vous... »

Le prolétariat sera certainement surpris d'apprendre que ce charpentier a connu, lui aussi, le chômage, les grèves, les lock-out, le sweet système, la chaîne, la journée de 18 heures et les maladies professionnelles et le reste...

Alors, n'est-ce pas : « travailleurs mes amis, mes frères, ne permettez pas qu'on vous trompe en bornant vos rêves aux satisfactions de cette terre ! Croyez-en le fils de Dieu qui a quitté les cieux pour venir glorifier la pauvreté, le travail, l'obéissance ! Croyez-en celui qui s'est fait l'un d'entre vous pour mieux vous convaincre, vous venger d'injustes dédains, attirer sur vous toutes les sympathies ! Croyez-en Celui qui vous a aimés jusqu'à mourir pour vous !

Nul doute que les travailleurs vont être très flattés et quatre à quatre reviendront dans le giron de notre Sainte mère l'Église.

La Revue « Esprit » travaille à la rupture de l'Église avec le Capitalisme, le R. P. Pinard aussi, mais à sa manière,

Voici son petit couplet sur les méfaits du capitalisme :

« Quelle somme de labeur exige-t-on du travailleur ? Quel soin prend-on de la salubrité des ateliers ? Quel soin de la moralité ? Hélas ! en combien de cas, — par la négligence impardonnable des dirigeants immédiats, tandis que la matière inerte sort de l'usine perfectionnée, ennoblée, — les ouvriers sont-ils voués au vice et à la dégradation : En somme, le contrôle effectif, pour la plus large part, revient au gros capitalisme et aux grandes banques. Par les commissions et les profits qu'ils exigent pour lancer une affaire et pour la soutenir, ils peuvent rendre impossible une rémunération équitable de l'ouvrier. Par leurs spéculations sur les titres ou sur les stocks, ils peuvent ruiner une entreprise ou fausser du tout au tout les conditions du marché. Qui en pâtira au premier chef, sinon celui dont la sensibilité est plus aiguë, parce qu'il ne possède aucune réserve, l'ouvrier ?

« Par les sommes formidables dont ils disposent, les magnats de l'industrie, du commerce, de la finance peuvent exercer une pression sur les États eux-mêmes ; ils peuvent faire prévaloir leurs intérêts temporaires sur les intérêts généraux de leur pays. d'abord, et même sur ceux de l'univers, dont l'équilibre et la prospérité réclament un souci constant de l'équité, de la prudence et de la moralité... »

Evidemment, c'est anodin, mais tout de même significatif. Faut-il que le Capitalisme soit malade tout de même pour que l'Église le laisse aussi froidement tomber. Ces gens-là, en vérité, je vous le dis, n'ont point de reconnaissance.

SAINT-CAUCHON (Suite de la page 5)

A travers tout ce bafouillis apparaît une jubilation curieuse, une férocité douillette qui accuse le parfum jésuitique du morceau. Comme l'histoire est belle, pense M. Champenois (à mon tour, n'est-ce pas, de faire de la psychologie ?) Où le sang, comme le surnaturel, coule à pleins bords ! « Aucun peuple au monde ne peut se glorifier d'une plus éblouissante épopée. L'invasion, la famine, la peste, les campagnes désertes, la terre inculée, le roi fou, l'héritier du trône méconnu et déshérité, un peuple entier réduit au désespoir, et cette bergère, comme autrefois la bergère Geneviève, qui vient de rendre la foi au grand troupeau ! » On se croirait au Grand Guignol. Comme c'est beau, les pestes, les famines et les guerres !

Et les bûchers aussi, doivent être adorés... « La sainte elle-même dicte chaque phrase du sublime poème et le signe de son sang dans la rougeoyante apothéose du bûcher ». Otez cette signature et ce sang, le plaisir pieux de M. Champenois sera compromis, n'est-ce pas la misère de l'homme qui fait la grandeur de Dieu ?

M. Champenois, installé dans son journalisme comme un rat dans un fromage, adore les émotions fortes. Je lui conseille les spectacles sportifs, les films de gangsters et l'étude de la Très Sainte Inquisition. Qu'il laisse à d'autres le métier d'historien ! J'ai tort — je le sais bien — de lui donner ce conseil. Ce n'est pas un conseil d'ennemi : La Croisade a recruté un bien mauvais soldat en sa personne. Mais on se lasse vite de la bêtise, même de celle de l'adversaire.

JEAN LUC.

longtemps ». Il m'est permis de penser, dit encore Bergson, que rendu en quelque sorte du dehors, mon témoignage sur la religion et le christianisme peut n'en avoir que plus de poids ».

Quelle conclusion peut-on tirer d'une telle attitude ? Celle-ci à mon avis : Bergson qui lors de la dernière guerre avait prouvé que le patriotisme éteignait en lui tout sens critique, continue dans la voie qui lui a si bien réussi ; son conformisme se développe de plus en plus et il n'est pas impossible si la prochaine guerre ne tarde pas trop de venir, que nous le voyions sinon faire sa première communion ; du moins se convertir au protestantisme, qui n'imposera pas au néophyte des dogmes par trop indigestes ? Objectera-t-on que tels passages des « Deux sources de la morale et de la religion » sont loins d'être conformistes, que certaines vues de l'auteur sont des vues d'avenir. Sans entrer dans l'examen détaillé de ces passages ou de ces vues, comme par exemple celle sur la Société des Nations, dont « les résultats obtenus dépassent déjà ce qu'on pouvait espérer » (1) on est en droit tout au moins de s'étonner que l'analyse et la critique du régime capitaliste ne soient pas sérieusement abordées dans le dernier chapitre de l'ouvrage, qui traite de la démocratie, de l'âge industriel, du machinisme et de la guerre. Mais s'étonner, à quoi bon ? Ne serait-ce pas notre étonnement qui aurait quelque chose de surprenant ? D'ailleurs M. Bergson a répondu par avance dans sa conversation avec M. Magnin, aux questions que nous serions tentés de lui poser à ce sujet ; voici le libellé exact de sa déclaration :

« Il y a bien des années, quand il m'arrivait de donner une « interview » (chose que j'ai dû m'interdire absolument depuis vingt cinq ans), on m'interrogeait sur les sujets les plus variés, parfois même sur mes opinions politiques. J'étonnais beaucoup mon interlocuteur quand je lui répondais : — Voulez-vous savoir pour qui je vote ? Je vais vous le dire. Voulez-vous connaître mon opinion sur telle ou telle question qu'on agit dans les journaux ? Je vais vous la donner. Mais il sera bien entendu n'est-ce pas, que tout cela est le résultat d'une information hâtive et superficielle, celle qu'on acquiert par des conversations, des lectures, etc. Bref c'est M. Bergson qui va vous parler, M. Bergson lecteur et électeur, obligé de se faire tout de suite une opinion, puisque les nécessités de l'action sont là et que l'action n'attend pas. Mais si c'est l'opinion du philosophe que vous voulez avoir, c'est une tout autre affaire. Repassez alors dans dix ans, car il me faudrait au moins ce temps là pour approfondir vos questions selon la méthode que je juge seule philosophique. La grande erreur a été de voir dans le philosophe un homme qui a réponse à tout. Il n'a pu appliquer la méthode réellement philosophique qu'à la solution d'un petit nombre de problèmes. Sur les autres il peut avoir son opinion comme tout le monde ; mais quand il l'exprime ce n'est plus au nom de la philosophie qu'il parle. »

Il est probable que M. Bergson n'a pas, en tant que philosophe, d'opinion sur le régime capitaliste, Julien Benda ajouterait qu'il n'a pas à en avoir ; c'est un point sur lequel ces deux adversaires sont d'accord ; on sait que Messieurs les idéalistes et Messieurs les conformistes vivent dans un monde qui ignore le réel et l'immédiat ; il leur est plus facile dans ces conditions de cacher le désarroi où les accule leur lâcheté. « Cessez de vous prosterner aux pieds des autels de Marx pour revenir à ceux de Platon » s'écrie Benda dans son « Discours à la nation européenne (9) et Bergson à la dernière page de son livre conseille à l'humanité de ne pas perdre de vue « la fonction essentielle de l'univers, qui est une machine à faire des Dieux ». La seule consolation devant une morale aussi pitoyable, est de penser que dans un pays au moins la révolution a permis de combattre l'idée de Dieu.

Mais si M. Bergson philosophe n'a pas d'opinion, touchant le régime capitaliste, il est permis de penser que l'homme privé en a une et l'on peut supposer sans crainte d'erreur, que l'idéologie christianisante du philosophe appuie solidement les opinions de classe de l'homme privé.

Gérard SERVEZE.

(9) Il dit également avec le plus grand sérieux : « Quel sera le statut métaphysique de l'Europe ? L'Europe sera un moment de la réalisation de Dieu dans le monde ».

M. BERGSON ET LA PSYCHOLOGIE

Est-il « incontestable que le Bergsonisme ait fait accomplir de sérieux progrès à la Philosophie dans le domaine psychologique » ? (1) On en peut douter.

1. La phrase en question, qui a été le point de départ de ces notes, paraît devoir être retournée pour poser parfaitement le problème. Il semble, en effet, que la psychologie, si finalement elle se constitue, doive amener un démembrement partiel du domaine qui reste encore à la philosophie ; l'histoire des sciences montre que la constitution de chaque science enlève quelque chose à la philosophie ; et ce quelque chose devient précisément savoir. M. Bergson ne pouvait, malgré les apparences qu'il a données à son œuvre, faire progresser à la fois philosophie et psychologie. S'il était philosophe, c'est-à-dire s'il protégeait la philosophie dans l'exercice de ces pouvoirs qu'elle craint à chaque instant de perdre, il ne pouvait exploiter qu'une fausse psychologie.

2. Les prestiges de la psychologie bergsonienne ne trompent plus personne ; malgré des déclarations éclatantes, cette psychologie apparaît maintenant comme analogue dans ses effets à la psychologie classique. Elle utilise la conscience, la perception, le malaise, en tant que ces termes sont des abstractions et ne sont pas la conscience, la perception, le moi, la vie de quelqu'un ; en faisant ainsi, elle substitue aux faits psychologiques de simples phénomènes de langage, comme la psychologie classique. Se plaçant dans le langage, elle exploite alors ce procédé trop fécond qu'on peut appeler le retournement de la métaphore ; c'est sur des retournements de ce genre que sont bâties parfois les réputations : on parlait, par exemple, autrefois, d'« éclipse dans la succession des états de conscience » ; on parle maintenant d'un « spasme du courant de la conscience ». (2) Cela prend au ventre les esprits faibles et fait subodorer au philosophe des joies médicales. Mais on ne sait rien de plus. Passer des états à éclipse aux courants à spasme, c'est passer d'une forme du langage à une forme du langage verbalement opposée ; c'est rester au niveau du langage et s'établir hors de la psychologie. La métaphore de Taine, la métaphore bergsonienne se réfèrent en général à un même petit mécanisme qui n'est pas compliqué du tout. C'est pourquoi M. Bergson a fait avancer les cours de psychologie à l'usage des classes, non la psychologie à l'usage des hommes.

3. Reste à savoir pourquoi M. Bergson a voulu faire de la psychologie et pourquoi on a cru qu'il en avait fait. La philosophie a pour la psychologie une attirance trouble qu'on peut comparer à celle de l'enfant sage pour le Fils Prodigue, ou pour le petit de la « laïque », à celle d'un thomiste pour J.-J. Rousseau, à celle aussi du jeune bourgeois romantique pour le relèvement de la courtisane ; après tout, c'est dans la psychologie qu'on trouve cet homme, ce concret que le philosophe voudrait bien croire qu'il cherche, mais on n'y trouve pas de considérations sur le bien et sur le mal. C'est dire que cette attirance se résout finalement en éloignement. « La question vaut la peine d'être posée, écrit J. Dervy ; l'aversion marquée qu'un grand nombre de philosophes éprouvent à l'égard de tout ce qui fait allusion à la psychologie ne constitue-t-elle pas un symptôme freudien ? »

M. Bergson a plu parce qu'il s'est exposé ; il a pris le taureau par les cornes, c'est-à-dire l'homme par son cerveau. Il a été très loin ; il a cité des médecins aliénistes ; il a fait frémir le spiritualisme ; puis il a tout sauvé. Il a ramené dans son filet le cerveau, les médecins aliénistes, l'âme et le spiritualisme ; il pense même avoir ramené l'homme, auquel il a dit que son âme n'était pas dans son corps, une fois de plus, et que cette âme désormais rien plus ne pourrait attraper. Mais il ne faut pas s'y tromper. P. Maire a montré que les localisations cérébrales de Charcot étaient inexacts. M. Bergson a conclu que toute localisation cérébrale était inexacte ; c'est ici qu'on distingue le savant et le métaphysicien. De fait, les médecins recommencent à localiser, puisque aussi bien on ne peut pas faire autrement. Le drame de M. Bergson, c'est que chacun est sorti de ses filets sans effort.

4. Le rêve de M. Bergson était de jeter ses filets partout, pour tout ramener finalement à l'état des vieilles marchandises classiques : rêve, manie et procédé. Il a ramené la guerre à la lutte entre le mécanisme artificiel, qui s'use, et l'évolution

créatrice, qui crée naturellement. Il a ramené aussi dans ses filets la religion qui, elle-même, l'avait, de son côté, tiré sur le sable — comme le montre l'article d'où ses réflexions sont issues — ce qui fit pas mal de pamoisons réciproques. Cela n'a pas suffi ; pour ceux qui croient que le Dieu d'Aristote a fait son temps — et M. Bergson les comprend — le philosophe réserve une tentation plus moderne, une « métaphysique expérimentale », une « science psychique ». (Ces philosophes idéalistes de la nouvelle génération donnent assez volontiers, dans le privé, dans le grand Tout, les prémonitions, etc. Mais seul avec M. Bergson, G. Marcel a eu l'affreux courage de l'avouer par écrit.) Cette métaphysique expérimentale, succédant de la religion, prend naturellement pour base scientifique la psychologie de M. Bergson ; et le cercle est clos : « Il doit y avoir, soit dans le corps, soit dans la conscience que le cerveau limite, des dispositifs spéciaux dont la fonction est d'écarter de la perception humaine les objets soustraits par leur nature à l'action de l'homme. Que ces mécanismes se dérangent, la porte qu'ils maintiennent fermée s'entrouvre ; quelque chose passe d'un en-dehors, qui est peut-être un au-delà... si l'on admet cette hypothèse (selon quoi le cerveau est l'instrument de l'âme), les phénomènes signalés par la science psychique, ou du moins certains d'entre eux, deviennent tellement vraisemblables qu'on s'étonnerait plutôt du temps qu'il a fallu attendre pour en voir entreprendre l'étude... Supposons qu'une lumière de ce monde inconnu nous arrive, visible aux yeux du corps. Quelle transformation !... L'information qui nous viendrait ainsi ne conserverait peut-être que ce qu'il y a d'inférieur dans les âmes, le plus bas degré de la spiritualité. Mais il n'en faudrait pas davantage pour convertir en réalité vivante et agissante la croyance à l'au-delà... » (3) Ainsi, M. Bergson met, au choix, entre la mort et le lecteur, les vingt siècles de religion avec Platon par derrière, ou bien la pâle image d'un fantôme ; il donne des gages au spiritisme comme à la religion catholique ; il veut « convertir ». De toute façon, qu'on ne s'inquiète pas ; d'un côté comme de l'autre, on trouvera la joie et on sera immortel. Il n'y a même pas à choisir.

5. Le Bergsonisme part de la considération d'une nature dont les deux sommets sont les Insectes (instinct) et les Hommes (Intelligence), il aboutit à dire que Dieu a créé le Monde pour que l'Homme adore le Créateur (les Insectes sont laissés en route). Il faut être au départ à la fois positif et attirant pour être plus serré et plus impitoyablement religieux à la fin. On a perdu les Insectes : mais que ne va-t-on pas gagner.

La tentative bergsonienne a échoué pour des raisons multiples, dont la principale semble être la rapidité de sa préparation. Mais il ne faut pas croire qu'elle ne se reproduira plus. Le schéma selon lequel elle défend le spiritualisme en absorbant le reste apparaît comme trop commode pour être abandonné. Ne voit-on pas des gens, ces jours-ci, qui, au nom de l'« Esprit », développent la révolution pour le bien des Ames ; on sait le rôle que joue finalement l'Esprit dans ces sortes d'histoires. Mais verra-t-on J. Maritain montrer que Marx n'a pas dit autre chose que Saint-Thomas et que le marxisme, comme le diable, porte sa pierre à l'édifice de Dieu ?

H. MOUGIN.

- (1) Voir l'article : M. Bergson et le Christianisme.
(2) Notes présentées à la Société Médico-Psychologique.
(3) Les Deux Sources de la Morale et de la Religion (fin).

Victor Serge

Le Cercle Communiste Démocratique nous communique une protestation au sujet de l'arrestation de VICTOR SERGE à LENINGRAD.

« MASSES » demande s'il est vrai que l'auteur de l'An I de la Révolution Russe et de tant d'œuvres révolutionnaires ait pu être arrêté.

TRIBUNE DE DISCUSSION

ACROBATIE DIALECTIQUE

Il y avait une thèse, c'était Dieu.

Kant lui opposa son Anti-thèse.

Hégel et sa dialectique établissent la Synthèse.

Mais la Synthèse de Hégel redevint une Thèse.

A. Ruhle-Gerstel en découvrit bien vite l'Anti-thèse :

La négation de la Dialectique !

Telle est, croyons-nous, la... thèse soutenue par A. Ruhle-Gerstel dans le dernier cahier de « MASSES », dans son article « Le marxisme à la lumière du marxisme ». Cet article invitait à discuter. Nous en profitons pour formuler quelques objections à son auteur qui se taille dès l'entrée une belle part dans la pomme de discorde des marxistes en écrivant :

« Il apparaît d'abord qu'il est inconséquent d'attribuer la conception matérialiste de l'histoire au seul Karl Marx, comme si elle était son œuvre propre. »

Si l'on veut dire par là que Marx n'a pas été le premier à interpréter l'histoire d'une manière matérialiste on a tout à fait raison. Mais le matérialisme de Marx n'en est pas moins fondamentalement différent de celui de ses prédécesseurs. Il existe sans doute plusieurs conceptions matérialistes de l'histoire, mais celle découverte par Marx lui revient en propre et s'oppose triomphalement aux autres. Déjà pour cette raison que « LE PRINCIPAL DEFAUT DE TOUTES LES THEORIES MATERIALISTES DU PASSE — Y COMPRIS CELLE DE FEUERBACH — EST QUE L'OBJET, LA REALITE, LE MONDE SENSIBLE N'Y SONT CONSIDERES QU'EN TANT QU'OBJET OU CONCEPTION, MAIS NON PAS EN TANT QU'ACTIVITE HUMAINE, EN TANT QUE PRATIQUE. » (1^{re} thèse de Marx sur Feuerbach).

2° « ... Marx nous a enseigné à comprendre toutes les spéculations spirituelles, comme la « superstructure » d'un système économique donné, comme un instrument de sécurité de deuxième ordre, comme un moyen de conservation des formes économiques correspondantes. »

Cette affirmation de notre auteur est loin de traduire la pensée de Marx. Toutes les manifestations de la superstructure d'un système économique donné ne sont pas toujours des « instruments de sécurité », « des moyens de conservation des formes économiques correspondantes ». La conception matérialiste de l'histoire de Marx en est une preuve éclatante. Cette explication incomplète n'est valable, entre autres, que pour les conceptions matérialistes de l'histoire non-marxistes.

3° En voulant avec juste raison « replacer la conception matérialiste de l'histoire dans le cadre complexe idéologique d'une époque », Alice Ruhle-Gerstel a surtout réussi à montrer comment le matérialisme s'est substitué à l'idéalisme, mais non pas la formation de la conception MARXISTE de l'histoire.

A. R.-G. écrit : « La formation de la conception matérialiste de l'histoire est donc justifiable de deux explications. D'une part elle forme une partie de la superstructure idéologique élevée sur la forme de production capitaliste et par là elle n'est autre que l'opposition (l'antithèse) contre l'idéologie antérieure, celle de l'époque précapitaliste ». On allie ici délibérément le matérialisme marxiste au matérialisme « bourgeois » pour ne retenir que la conception matérialiste générale correspondant à la forme de production capitaliste. A. R.-G. ne voit pas que le matérialisme de Marx, non seulement est en opposition avec l'idéologie précapitaliste, mais aussi et surtout avec le matérialisme bourgeois lui-même.

Après s'être défendue de prétendre que « Marx devrait être considéré dans sa conception matérialiste de l'histoire comme le soutien par excellence des institutions capitalistes », A. R.-G. retombe involontairement dans cette conception étonnée dans sa conclusion : « La conception matérialiste de l'histoire et la dialectique sont sorties du système économique et social capitaliste — elles disparaîtront avec lui et seront dépassées par d'autres acquisitions ». Cette manière de vouloir expliquer le marxisme à l'aide du marxisme aboutit finalement à prétendre DEMOLIR le marxisme à l'aide du marxisme. C'est d'une grande subtilité, mais c'est là une spéculation stérile parce que sophistiquée. A vouloir trop démontrer, on ne démontre souvent plus rien. Partie pour redonner au facteur humain sa juste place dans le déterminisme économique de

Marx, c'est-à-dire dans les rapports existant entre l'infrastructure et la suprastructure, A. R.-G. aboutit à nier la possibilité pour une conception d'être valable dans un autre « milieu » que celui qui l'a conditionnée.

La loi qui veut que tout développement quantitatif se transforme à un moment donné en un changement qualitatif ; la conception d'après laquelle le facteur déterminant en dernière instance dans l'histoire est la production et la reproduction de la vie réelle ou bien le fait que ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine l'être, mais l'être social qui détermine la conscience — tout cela n'aura plus cours sous le régime de la production socialiste !

La grande erreur de Alice Ruhle-Gerstel est d'avoir méconnu que si « LA BASE DE L'ANCIEN MATERIALISME EST LA SOCIETE BOURGEOISE, LA BASE DU NOUVEAU MATERIALISME C'EST LA SOCIETE HUMAINE OU L'HUMANITE SOCIALISEE » (X^e thèse de Marx sur Feuerbach).

Le marxisme est une science A. R.-G. le réduit à « un moyen de sécurité, le dernier en date, et provisoirement le plus apte auquel puisse se raccrocher l'humanité précipitée dans l'insécurité la plus profonde ».

C'est ainsi que A. R.-G. pense « expliquer » le marxisme par le marxisme ! Or grâce à sa découverte de la loi du développement de la société humaine, Marx avait pu, en analysant la société capitaliste, constater que seul le prolétariat constituait la classe révolutionnaire et que par conséquent elle était la classe de l'avenir. C'est pourquoi le marxisme est devenu la science du prolétariat. Si A. R. G. voit dans le marxisme un dogme, au même titre que les dogmes religieux ou philosophiques, c'est parce que dans le cas contraire, ce serait prétendre que le marxisme est « la pierre philosophale des chercheurs d'absolu ». (1) Il nous faut rejeter dos à dos ces deux définitions du marxisme. Le marxisme n'est pas un dogme, car il est dialectique ; il n'est pas une clef de l'absolu parce qu'il est matérialiste et que pour lui n'existe pas d'absolu.

Pour démontrer que le socialisme n'implique ni la fin de l'histoire ni la conclusion dernière du développement de l'esprit, A. R.-G. s'est vue contrainte d'annoncer la fin nécessaire du marxisme.

Marx n'a jamais prétendu que le socialisme ou le communisme constituerait la dernière forme sociale du développement de l'humanité.

Ce qu'il a démontré c'est « QUE DANS UN ORDRE DE CHOSSES, OU IL N'Y AURA PLUS DE CLASSES ET D'ANTAGONISME DE CLASSE, LES EVOLUTIONS SOCIALES CESSERONT D'ETRE DES REVOLUTIONS POLITIQUES ». (4). Le mouvement de l'histoire demeure dialectique, mais il n'est plus de classe qui s'y oppose, comme il n'est plus de l'intérêt de personne de s'y opposer.

De même Marx a montré dans son « IDEOLOGIE ALLEMANDE », que dans un ordre de choses où n'existeront plus ni l'exploitation de l'homme par l'homme, ni la propriété privée, l'esprit des hommes cessera d'être « aliéné » ; ces derniers redeviendront eux-mêmes. La suppression de l'antagonisme inévitable dans une société divisée en classes entre la forme de production et la forme d'appropriation permettra l'avènement d'un libre développement de l'intelligence humaine inconnu jusqu'alors.

L'action des idéologies l'une sur l'autre et leur réaction sur la production matérielle prendront une place de plus en plus importante dans la vie sociale et dans son développement.

Le rôle de l'intelligence sociale deviendra primordial par opposition à l'intérêt privé et à la concurrence mercantile. Mais cela ne signifie pas qu'en dernière instance ce ne sera pas le mode de production et de reproduction de leur vie matérielle qui déterminera les rapports entre ces nouveaux hommes ainsi que le développement illimité de leurs manifestations spirituelles.

Loin de disparaître avec le capitalisme, le matérialisme dialectique ne démontrera toute sa valeur qu'avec l'avènement du socialisme par les progrès que l'on réalisera avec son aide dans l'étude de toutes les manifestations humaines et de toutes les sciences.

LEON LIMON.

(1) Misère de la Philosophie.



En 1857, un certain colonel Drake forait un puits à Titusville (U.S.A.). Au lieu de trouver de l'eau, comme il le désirait, il vit jaillir un liquide huileux, de couleur vert foncé. C'était du pétrole.

Il fonda immédiatement une compagnie pour l'exploitation de ce premier puits. On était alors bien loin de se douter de l'importance que devait avoir, un demi-siècle plus tard, ce produit dont le sénateur Bérenger a dit : « Celui qui aura le pétrole, aura l'empire. » La première année, il ne fut extrait que 286 tonnes aux Etats-Unis ; 70 ans plus tard, on en extrayait 280 millions dans le monde entier.

En 1870, alors que la consommation aux Etats-Unis, par tête d'habitant, n'était encore que de 0.14 baril, un petit marchand de pétrole de l'Ohio rendit visite à ses confrères et leur proposa une association dans le but de remplacer la concurrence par une entente en fixant un prix de vente que tous s'engageraient à maintenir. Ce fut le commencement de la fortune de John Rockefeller...

En outre, ayant remarqué que le transport du pétrole par voie ferrée était onéreux et que sa qualité de liquide lui permettait de passer dans des tuyaux, Rockefeller imagina de créer un réseau de pipe-lines.

Après avoir uni tous les commerçants « pétroliers » des Etats-Unis, il constitua, en 1882, le trust connu sous le nom de « Standard Oil », au capital initial de 75 millions de dollars qui alors transporta et distribua 95 % du pétrole des Etats-Unis. Cette même année, la première pipe-line atteignit l'Atlantique. Rockefeller allait pouvoir ravitailler le marché européen.

L'édification de la nouvelle puissance n'avait pas été sans difficultés. Quand on veut un pareil résultat, on ne s'arrête pas au choix des moyens ; tous sont bons. Rockefeller eut à soutenir des luttes gigantesques ; il acheta des actions de compagnies de chemin de fer, des juges, des chefs d'administration, sans compter le menu fretin : petits employés, journalistes, etc., et se heurta au début du siècle à un homme fort en la personne du président Roosevelt, qui ne voulait pas tolérer la constitution d'une telle puissance dans l'Etat.

A l'époque où la Standard connaissait aux Etats-Unis le triomphe du aux efforts de Rockefeller, paraissait un concurrent qui allait devenir redoutable. Fondée en 1890, au capital de 1.300.000 florins (qui fut porté à 600 millions en 1921), la Royal Dutch exploitait le pétrole des Indes Néerlandaises. Quatre ans plus tard, elle distribuait un dividende de 8 %. A cette époque, la consommation mondiale en pétrole atteignait par an 10 millions de tonnes. On peut dire qu'en 1900 Rockefeller éclairait le monde. L'Angleterre le chauffait. Les deux monopoles ne se concurrençaient pas. Mais, à la fin du siècle, surgit une nouvelle invention : le moteur à explosion et son application à l'automobile. Voilà du coup la demande en

PARLONS UN PEU DU PÉTROLE

essence intensifiée. Les quantités consommées croissent chaque année.

Cependant, les gouvernants anglais surent prévoir. La consommation en charbon diminuait avec une rapidité inquiétante pour les propriétaires gallois. En 1913, l'Angleterre exportait 87 millions de tonnes de charbon, et seulement 24 millions en 1920... Et l'automobile fait de plus en plus concurrence aux chemins de fer, dont l'exploitation est fabuleusement déficitaire... Pour ne pas déchoir de sa position de puissance riche et ne pas perdre la maîtrise des mers, l'Angleterre devait posséder des champs pétroliers et s'assurer le monopole du transport du pétrole.

Mais ses colonies n'ont pas de pétrole : les Indes seules en possèdent, en petite quantité, pas même assez pour satisfaire aux besoins de cet empire. Le gouvernement de Sa Majesté se mit alors en rapport avec la jeune Royal Dutch, dont le directeur, Henry Deterding, est entreprenant et audacieux. Un Juif, Marcus Samuel, marchand de coquillages à ses débuts, puis propriétaire d'une flotte spécialement construite pour le transport du pétrole, servit d'intermédiaire. Les intérêts anglo-hollandais se conjuguèrent ; le résultat fut l'union de la Royal Dutch de Sir Henry Deterding et de la Shell de Sir Marcus Samuel, en 1907.

Les demandes en essence s'intensifiaient. On ne pouvait les satisfaire. L'Amérique était outillée ; son pétrole, abondant, par un admirable système de pipe-lines, arrivait aux ports de l'Atlantique. On put dire que les puits américains n'étaient qu'à 40 ou 12 jours des centres de consommation européens. Bornéo est beaucoup plus loin...

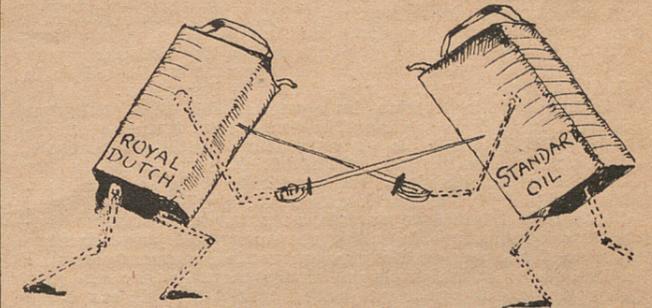
Le groupe anglo-hollandais se trouvait donc dans la nécessité de chercher de nouveaux terrains pétroliers. Il avait, par contre, sur la Standard, un avantage immense : il jouissait de l'appui du gouvernement britannique, tandis que Rockefeller devait lutter contre les autorités de son pays.

« Quand la guerre éclata », a écrit le député anglais Prettyman, l'Empire britannique, avec ses vastes intérêts dans le monde entier, contrôlait 2 % du pétrole produit dans le monde. Maintenant (7 mai 1919), avec les procédés en usage, l'Empire britannique ne doit pas être loin de contrôler la moitié de la production mondiale. »

Estimation inférieure à la réalité quelques années plus tard. De l'aveu même du Président Harding : « La Grande-Bretagne contrôle plus de 90 % de la production des centres mondiaux connus. »

L'Administration de Washington s'aperçut tardivement de son erreur. C'est seulement sous la présidence de Harding que le gouvernement fédéral soutint contre la Shell les intérêts de ses pétroliers.

Les batailles entre les deux groupes furent dures. Elles prirent une tournure sanglante au Mexique où un Anglais, Pearson, avait obtenu du général Diaz la concession des terrains pétroliers dont les plus connus sont ceux du Mexican Eagle. Le général Diaz croyait pouvoir disposer des richesses de son pays. Il apprit ce que coûtait cette illusion. Grâce à une révolution fomentée par la Standard, un insurgé, Madero, prit sa place. Il fut peu après remplacé par Huerta, soutenu par l'Angleterre. Huerta dut céder la présidence à Carenza, appuyé par les Américains. Mais Carenza ne put se maintenir longtemps. Villa lui opposa des forces largement subventionnées par les Anglais... La lutte, on peut le dire, finit, non pas exactement faute de combattants, mais faute de pétrole, car les puits s'épuisèrent. Les richesses escomptées se trouvèrent beaucoup plus restreintes qu'on l'avait pronostiqué. Elles furent divisées entre les deux groupes. Cette entente, conclue quelques années plus tôt, eût évité une grande effusion de sang. Mais la perte de quelques milliers de vies humaines ne compte pas quand les intérêts supérieurs de magnats entrent en jeu. Et l'exemple du Mexique n'est malheureusement pas unique en son genre.



Les Anglais ne furent pas plus heureux en Russie. Dès 1903, ils y étaient fortement installés ayant déjà investi 85 millions de roubles dans les industries pétrolières. A la veille de la guerre, le groupe Royal Dutch-Shell possédait 225 millions de roubles. Les frères Nobel, dont les propriétés furent rachetées plus tard par la Standard, en avaient 40 millions. Ces deux groupes détenaient plus des 3/4 du commerce russe et plus de 50 % de la production pétrolière et de la masse des capitaux.

On conçoit que Sir Henry qui, de plus, a épousé Lidya Pavlovna, fille du général Paul Koudayaroff, maudisse les bolcheviks qui ont nationalisé les terrains du caucase et ont fait perdre une énorme source de profits au directeur de la Royal Dutch. Aussi tous les moyens sont-ils bons pour Sir Henry. A tout prix, il veut reconquérir les centres de Grosny et de Bakou. Il est l'animateur de toute lutte contre le bolchevisme triomphant, le champion de l'anticommunisme, quelque chose dans le genre de Coty, mais un Coty international, un Coty puissance 10.

Défenseur de ses intérêts, le gouvernement anglais n'hésita pas à occuper militairement le Caucase en 1918, mais les soldats britanniques durent se retirer. En avril 1920, les bolcheviks reprenaient Bakou et en février 1921 la Géorgie devenait soviétique. Cependant, une nouvelle tentative fut faite en 1923 ; elle se borna, dans l'Azerbaïdjan, à un soulèvement qui fut durement réprimé par les autorités soviétiques. Tout espoir d'une intervention ne semble cependant pas abandonné. Malgré leurs revers politiques en Perse, les Anglais s'efforcent de s'approcher le plus près possible de la frontière soviétique. Ils voudraient construire une voie ferrée permettant d'amener leurs troupes au moins à Téhéran. Déjà la voie ferrée relie Jaffa (qui n'est pas très loin de l'Egypte) à Bagdad...

Deterding a tenté par un autre moyen de compromettre la puissance soviétique : il s'est attaqué à la monnaie. En 1927, affaire des faux tchervonetz...

Il n'a pas été sans s'intéresser au mouvement national-socialiste allemand. L'arrivée de Hitler, rompant les relations commerciales avec les soviets, permettrait à la Royal Dutch d'alimenter le marché germanique. Perspective assez agréable. Malheureusement, l'U.R.S.S. se trouve être le meilleur client de l'Allemagne qui a grand besoin d'exporter. Nous voyons aujourd'hui à quoi aboutit la haine de Sir Henry et les conséquences de sa politique extérieure. Certes, le mouvement nazi, profondément anti-marxiste, devait s'attirer les sympathies de quelques seigneurs. Il valait la peine d'être soutenu... Que sont quelques millions d'armes distribuées à une jeunesse exaltée quand on a l'espoir de reconquérir des terrains de la valeur de ceux du Caucase ou seulement le marché allemand ?

Le mouvement hitlérien a réussi, mais la situation ne semble pas favorable à Deterding. Il a encore eu moins de chance en France. Le geste de Gorguloff n'a pas produit l'effet escompté. Deux cadavres : c'est maigre pour un homme qui a contrôlé une centaine de milliards...

Depuis cet échec, le dernier en date, Deterding est sombre ; il a réduit son train de vie... Ses déplacements ne sont plus accompagnés de la publicité dont ils étaient illuminés aux belles heures où l'action Royal Dutch valait 50.000 francs et plus. Aujourd'hui, elle est tombée à 14.000 ! Pôvre !... il n'éclaire plus. Les journaux ne mentionnent plus ses passages à Paris ! Sans bruit, il se rend à ses bureaux, place de la Concorde, ou dans les salons de l'hôtel George V, aux assemblées des pétroliers qu'il a ligués pour intensifier la campagne de blocus contre les propriétaires du pétrole volé. Car, décembre, peut-on acheter le pétrole soviétique ? Par son attitude, il rappelle certains Anglais dont André Gide dit : « Plus leur pensée s'émancipe, plus il se raccroche à la morale. »

Président du consortium pétrolier, il a fait voter l'exclusion des produits du Naphte Syndicat par tous ses confrères. Tandis qu'il menait dans la presse (au temps où il en avait les moyens) une campagne violente contre les bolcheviks, il recevait dans ses somptueux bureaux le représentant du syndicat

soviétique et lui faisait des offres précises. Il voulait avoir l'exclusivité de la vente du pétrole russe. C'est qu'à la même époque — il n'était pas sans le savoir — le représentant de la Standard était à Moscou et tentait une démarche analogue. Certes, les Américains réprouvent le communisme. Les Etats-Unis n'ont pas encore reconnu le gouvernement soviétique, mais, par bonheur, il y a deux groupes Standard, celui de New-York et celui de New-Jersey, et ce que l'un ne peut pas faire, l'autre a le droit de le réaliser. Si l'un juge moralement inadmissible de traiter avec les dirigeants de Moscou, l'autre accepte d'entretenir des relations commerciales avec tout le monde. Quand les intérêts économiques supérieurs sont en jeu, on ne peut s'arrêter à des considérations d'ordre sentimental.

Or, l'Amérique a le plus grand besoin de trouver du pétrole. Elle ne peut déjà plus satisfaire, avec ses seules ressources, aux demandes de ses nationaux et de leurs 25 millions d'autos... Il y a quelques années, elle importait du Mexique 120 millions de barils. Elle fournit en plus 55 % des demandes françaises ; 35 % des italiennes, la majeure partie de ce qui est consommé en Turquie. Elle livre en Chine plus de 200 millions de gallons et près de 500 millions dans tout l'Extrême-Orient.

Seule l'U.R.S.S. peut encore fournir du pétrole. Les bords de la Caspienne ont des réserves inexploitées et même inexploitées. Henri Sainclair avait entamé des pourparlers pour obtenir la concession des terrains russes et persans en bordure de la Caspienne, mais un scandale monstrueux, le Tea Pot Bond, éclata à Washington qui l'engloutit avec toutes ses chances. Depuis, la Standard doit se contenter d'accords avec le Naphte Syndicat de Moscou et acheter le pétrole soviétique. La position des pétroliers américains est tragique.

Aussi, lorsque furent connus les accords de San Remo, le gouvernement de Washington s'insurgea-t-il violemment... Le président de la Standard Oil of New-Jersey, M. Teagle, fit remarquer en guise d'avertissement : « Par leur situation dans le commerce mondial, par les armes économiques et financières dont ils disposent, les Etats-Unis pourraient sans aucun doute exiger une nouvelle répartition des terrains pétroliers étrangers pour disposer d'une partie des biens que les autres nations prétendent conserver tout entiers pour elles-mêmes. »

On avait un peu vite oublié que, répondant à l'appel de Clemenceau en décembre 1917, le Président Wilson avait immédiatement envoyé le pétrole indispensable à l'armée. A cette époque, la France n'avait en réserve que la quantité nécessaire à sa consommation de trois semaines : 40.000 tonnes... On peut se demander où allait alors le pétrole de Sir Henry Deterding, grand ami des alliés....

En 1921, la tension fut telle entre l'Amérique et la Grande-Bretagne que l'éventualité d'une guerre fut envisagée. On réunit immédiatement la Conférence de Washington pour s'entendre sur la limitation des armements navals.

Les conditions premières de l'accord de San Remo furent modifiées. L'Amérique obtint une part de 23,75 % dans la répartition faite précédemment au seul profit de l'Angleterre et de la France des terrains pétroliers de Roumanie, d'Albanie, de Cilicie et de Mossoul. Ces derniers sont particulièrement importants. Les pipe-lines qui seront terminées en juin prochain, amèneront le pétrole de Mésopotamie aux ports de la Méditerranée. Cela sera très avantageux pour la France et l'Amérique. Mais ce débouché nouveau crée une concurrence qui inquiète à juste titre les Persans, et cette considération n'a pas été pour rien dans la décision du Shah quand,

en novembre dernier, il dénonça l'accord de 1901 qui donnait en concession tous les terrains pétroliers de Perse (sauf ceux des cinq provinces du Nord) à l'Anglo-Persian Oil Cy dont l'Amirauté britannique possède la moitié des actions.

Cette affaire, qui est soumise au jugement du Conseil de la S. D. N. vaut la peine qu'on s'arrête à l'examiner.

Quand, sous la pression des agents anglais de l'Intelligence Service, le Shah Mozzafer-ed-Din donna cette immense concession (1.250.000 km.2), le gouvernement impérial était absolu, d'un absolutisme oriental, et l'intérêt du pays ne pesait pas lourd dans les décisions du souverain et de ses ministres. Les conditions, à l'époque de cet accord, appelé contrat d'Arcy, du nom du bénéficiaire anglais, ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Ainsi que le faisait remarquer, en juillet dernier, M. Dachtli, membre du Medjliss (qui est le Parlement persan) : « Les usages et les droits internationaux ne permettent plus de nos jours de priver une nation tout entière de ses droits et de la rendre esclave en s'appuyant simplement sur un document délivré par ignorance ou négligence. »

La Perse n'a pas à se louer des conséquences de cet accord.

L'Angleterre n'exploite que ce dont elle a strictement besoin pour sa marine. Comment en pourrait-il être autrement ? Henry Deterding n'accepta pas facilement cette indépendance, car l'Angleterre est pour lui un excellent client; or, le gouvernement de Sa Majesté en exploitant lui-même, devient un concurrent. L'Anglo-Persian a donc limité l'extraction du pétrole persan. Par endroit, le sol en est imprégné, et seulement quelques puits (certains produisent 1 million de tonnes par an) sont forés. La Perse admet difficilement cette restriction et se trouve profondément lésée, car la Compagnie ne doit au gouvernement du Shah qu'un droit régalié de 16 % sur les bénéfices de l'exploitation. En limitant l'extraction, la Compagnie réduit en même temps le montant des « royalties » que, pendant les années de guerre, elle n'a pas payées. Or, pendant ces mêmes années, la Perse qui avait proclamé sa neutralité, n'en a pas moins été envahie par les armées anglaises, russes et turques. Elle ne reçut cependant aucune indemnité. Aujourd'hui, non seulement elle ne touche que ce que l'Anglo-Persian veut bien lui verser sans qu'elle puisse exercer un contrôle quelconque, mais elle ne peut vendre son pétrole. De plus, contrairement aux termes du contrat d'Arcy, l'Anglo-Persian ne donne rien sur les bénéfices des nombreuses filiales qu'elle a constituées et grâce auxquelles le gouvernement britannique a des intérêts dans les régions pétrolières du monde entier. Des filiales de l'A.P.O.C. administrent aussi des compagnies de transport et sont propriétaires de raffineries.

Tandis que les Russes n'ont pas suffisamment de pétrole pour leurs usages intérieurs (car le gouvernement soviétique est obligé de vendre le plus possible de ses produits pour pouvoir acheter des machines indispensables à l'amélioration de son outillage) ; tandis que les Américains manquent de l'« oil » si précieux et seront peut-être obligés de résilier leurs contrats avec l'étranger, tandis que partout on paie très cher le mazout et l'essence, l'Anglo-Persian Oil Cy, se refusant à déplaire à Sir Henry Deterding, n'extrait qu'une infime quantité du pétrole persan.

Dès que le Shah fit part de sa décision d'annuler la concession de 1901, le gouvernement britannique intervint. Ce n'est cependant pas lui le concessionnaire, mais il prit doublement la défense des intérêts de la Compagnie, qui sont aussi ceux de l'Amirauté et ceux du Trésor, car au titre de l'Income tax, de 1914 à 1932, il a encaissé 9.077.344 livres sterling. A noter que pour cette même période, la Compagnie ne versait au gouvernement persan que 9.814.504 livres sterling. Et immédiatement des navires de guerre partirent pour Abadan, à l'embouchure du Chat-el-Arab, au fond du golfe Persique. Mais la Perse qui avait vécu depuis près de deux siècles sous la domination alternative, mais toujours tyrannique des Russes et des Anglais, et depuis 1907, des deux puissances si longtemps rivales, ne fut pas effrayée. Elle s'adressa à la S. D. N., ce qui prouve que les vieilles puissances gardent encore bien des illusions.

Elle se sent étrangement forte et paraît décidée à faire cesser un état de choses qui lui est peu avantageux. Elle sait qu'elle a maintenant un gouvernement énergique et une armée organisée et nationale. Les peuplades nomades à qui l'Angleterre distribuait autrefois des armes et de l'argent pour se révolter n'en ont plus la possibilité ; le pays est pacifié. Il est entré dans la voie du modernisme. Tous les Persans applaudissent à l'acte courageux du gouvernement impérial, et le soir où fut connue la décision d'annuler la concession, l'enthousiasme fut grand à Téhéran. On illumina, on dansa dans

les rues. Manifestation d'un jeune nationalisme, preuve aussi des sentiments de haine à l'endroit de la puissance qui n'avait fait qu'opprimer les habitants de cette merveilleuse région appelée le pays du Lion et du Soleil.

Le ton des notes anglaises fut autoritaire comme il est d'usage quand le gouvernement britannique s'adresse à de petites nations, mais quelle différence dans les façons d'agir ! Il y a dix ans, les cipayes eussent immédiatement envahi le pays, détrôné le Shah, massacré les ministres... Aujourd'hui le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté — pour éviter pire — devra transiger et accepter des conditions moins avantageuses pour la puissante Compagnie.

Les apologistes de l'organisme de Genève y verront un bienfait de cette institution. Il semble que c'est plutôt un signe de la décadence de l'Empire britannique qui ne peut plus se risquer à une nouvelle guerre de conquête...

La Russie soviétique laisserait-elle froidement écraser l'armée persane ? et la Standard n'attend-elle pas le moment propice pour offrir un bon prix du pétrole dont le sol persan est si riche ?...

Qu'elle semble loin cette fin d'année 1919 où Lord Curzon pouvait croire réaliser le dessein orgueilleux, gigantesque qu'il avait méthodiquement poursuivi ! Alors, maîtresse du Caucase, solidement installée en Mésopotamie, l'Angleterre n'avait plus qu'à ranger la Perse sous sa domination pour que la fameuse route des Indes s'élargit magnifiquement du golfe Persique à la Caspienne. A cette époque, un homme d'Etat anglais écrivait : « Jamais dans notre histoire nous n'avons eu pareille occasion de faire pénétrer paisiblement l'influence britannique et le commerce britannique et de créer une seconde Inde ou une seconde Egypte. »

Hélas ! l'occasion est perdue. Il n'est pas à penser que les Persans en aient beaucoup de regrets.

HENRI LERIDON.

PROSPÉRITÉ...

Nous relevons au hasard, à la rubrique « informations », de « l'Exportateur Français » du 2 mars 1933, journal économique du haut capitalisme français, les quelques titres suggestifs d'articles suivants :

« La production mondiale d'acier brut a considérablement fléchi en 1933. »

« Diminution de plus de moitié des navires lancés dans le monde en 1932. »

« France. — En 1932, il est venu 600.000 touristes de moins sur le territoire français qu'en 1931. »

« Allemagne. — La production sidérurgique a de nouveau très fortement baissé en 1932. »

« Etat libre d'Irlande. — Baisse du commerce extérieur en 1932. »

« Tchécoslovaquie. — Il y a deux ans que la production du charbon n'avait été aussi faible. »

« Argentine. — Les échanges avec la Grande-Bretagne ont été nettement touchés par les accords d'Ottawa. »

« Indes Néerlandaises. — La concurrence japonaise se fait de plus en plus âpre... etc., etc... »

Nous détachons de l'article sur la Pologne les quelques lignes suivantes :

« Si l'on se rapporte aux chiffres de chômage on serait tenté d'en tirer des conclusions assez optimistes, car fin octobre dernier le nombre des sans-travail était très inférieur à celui de 1931, mais il s'avère que les chômeurs se débrouillent de plus en plus à l'enregistrement officiel... »

Sont-ils gentils tout de même ces chômeurs polonais ! ce n'est pas chez nous que l'on verrait cela.

« La situation de l'agriculture reste telle qu'elle doit inspirer de très sérieuses appréhensions, bien que le gouvernement ne cesse de lui témoigner sa sollicitude en continuant de compléter et améliorer les mesures qui visent à l'allègement des charges financières du producteur terrien... »

« En matière de finances publiques, en ce qui touche le rendement des impôts et monopoles, on constate un phénomène de décroissance très inquiétant, des forces fiscales... »

C'est à se demander si l'« Exportateur Français » n'est pas un journal défaitiste à la solde des ennemis de l'ordre et du bien public, nous nous faisons un devoir de le signaler à la vigilance de M. Coty, si ses ménages toutefois lui permettent encore quelque activité...

A BAS LE LATIN !

Le latin et le grec sont une vaste blague. Plus on en fait, plus il y a de chances pour qu'on soit un type assommant. Les gens aimables et d'un commerce agréable, ou bien n'ont jamais connu le premier mot de ces deux langues, ou bien se sont empressés de les oublier totalement aussitôt qu'ils ont pu.

Samuel BUTLER.

La partie la plus importante du système de l'instruction publique en France est peut-être l'enseignement secondaire. L'enseignement primaire, si indispensable qu'il soit, n'a été qu'une aumône faite au peuple par la bourgeoisie Louis-Philipparde, et ses résultats ont été discutables. En apprenant au peuple à lire et à écrire, la bourgeoisie, consciemment ou inconsciemment, n'a réussi bien souvent qu'à mieux l'asservir ; car l'homme qui lit est serf de son journal, serf d'une presse tout entière vendue aux manieurs d'argent. On est en train de s'apercevoir que savoir lire ne suffit pas ; il faut savoir juger ce qu'on lit. Or, pour ce faire, ce n'est pas l'instruction pure et simple qu'il faut, mais la culture.

La culture, en France, c'est l'enseignement secondaire qui en est le principal dispensateur. L'enseignement supérieur, d'ailleurs très inégal et parmi les maîtres duquel les fils à papa et les gendres à beau-père pullulent à côté de quelques vrais mérites de plus en plus rares, l'enseignement supérieur ne saurait être abordé si l'on n'est passé par le secondaire. Ce dernier, qui détient les classes préparatoires aux grandes écoles, où l'on fait souvent de meilleur travail que dans les Facultés, délivre seul les connaissances qui permettent de se retrouver dans le labyrinthe des cours et des conférences, de choisir et d'assimiler le savoir confusément offert aux étudiants par les Universités.

Or l'enseignement secondaire est à base de latin. Les fameuses humanités, le latin et le grec — mais le latin surtout, car le grec n'a plus qu'un petit nombre de fidèles — constituent l'armature des études secondaires. Il existe bien dans les lycées et collèges une section moderne, une série de classes sans latin, mais elle est considérée par tout le monde, parents, administrateurs, professeurs, comme dispensant un enseignement de qualité inférieure, et elle joue souvent le rôle de dépotoir. Les parents ne tiennent pas à y mettre leurs enfants, car le discrédit qu'on a jeté sur elle est tel que, mettre son fils en B, c'est presque avouer publiquement qu'on a engendré un crétin. Les professeurs de lettres trouvent commode d'évacuer sur cette section, à laquelle ils n'ont affaire que quelques heures par semaine, les élèves qui les gênent et que l'administration, pour une cause ou pour une autre, se refuse à éliminer complètement. Enfin, les projets sénatoriaux toujours repris et toujours menaçants, qui empêchent ou peuvent empêcher les bacheliers non latinistes de faire du droit ou de la médecine, font hésiter à juste titre beaucoup de parents qui n'ont pas la superstition du latin, mais qui hésitent à limiter l'avenir de leurs enfants et à leur interdire, dès l'âge de 11 ou 12 ans, l'accès d'une carrière vers laquelle ils pourraient se sentir attirés plus tard.

De tout cela il résulte qu'en fait, dans l'état actuel des choses, la culture, en France, est identifiée avec les humanités, et les humanités avec le latin. Nul ne peut se dire cultivé, s'il n'a appris à décliner « rosa la rose ».

Cette identification de fait est pour beaucoup de gens une identification de droit. Les professeurs de lettres et les écrivains humanistes, qui forment une véritable franc-

maçonnerie et se sont adjugé le monopole des chaires, des tribunes, des revues, des journaux et des livres, entonnent avec une unanimité surprenante le los de cette culture latine qui est la leur. Pas de note discordante dans ce concert ; même ceux qui se prétendent ou se croient les plus révolutionnaires joignent leurs voix au chœur. Sur la question du latin et des humanités, Jean Guéhenno et Alain sont dans un accord touchant avec le célèbre collaborateur du *Temps*, M. Hippolyte Parigot. On se rappelle comment M. Guéhenno, dans un livre récent, déplorait que Caliban (c'est-à-dire le peuple) osât crier : A bas le latin ! Il est clair que pour M. Guéhenno ce cri sacrilège est l'équivalent de : A bas la culture ! L'un et l'autre cri marquent le même degré de barbarie. Quant au fameux Alain, qui passe encore aux yeux de beaucoup de gens pour un penseur révolutionnaire, mais qui me paraît au contraire le type du faux révolutionnaire, du soi-disant chambardeur fermement résolu à ne rien chambarder du tout, on n'en est plus à compter ses déclarations d'amour aux humanités. Dans ce style entortillé qui lui est propre, il en a parsemé toute son œuvre. Cueillons-en seulement quelques-unes :

« Mais il faut s'approcher, il faut connaître un peu plus intimement le peuple du droit qui est le Romain, et le « peuple sophiste qui est le Grec, sans négliger le peuple « adorant qui est le Juif. » (*Propos sur le Christianisme*, p. 20.)

Voilà, pour Alain, en quoi consiste la culture. Et il en arrive logiquement à conclure, quelques pages plus loin :

« Les Belles-Lettres donc pour tous ? Et pourquoi non ? Regardons cette idée en face. »

« Les Belles Lettres en clair, cela veut dire l'enseignement littéraire donné dans les lycées — l'enseignement littéraire intégral, bien entendu, et non pas amputé de ce qu'il a de plus noble ; en un mot, c'est l'enseignement avec latin. Les Belles Lettres pour tous, cela veut donc dire, en français ordinaire, le latin pour tous. »

Le latin pour tous ? Regardons cette idée en face. Regardons-la bien, et nous voyons que, traduite dans le langage de la pratique et de la politique, elle donne le régime préconisé par M. Léon Bérard : suppression de la section B, latin obligatoire dès l'âge de 11 ans. Ce régime a été essayé, et il s'est révélé absurde et inapplicable. Cela devrait faire réfléchir les Alains. Regardons, s'il vous plaît, cette question en face.

La culture, pour vous, cela consiste à connaître le peuple du droit, le peuple sophiste et le peuple adorant. Que d'objections, quel grouillement d'objections soulève pareille affirmation. Et la science, d'abord, et l'univers de Planck, d'Einstein, de Bohr et d'Eddington, ça ne compte pas, pour vous, ça ne fait pas partie de la connaissance ? Il y aurait pas mal de choses à dire là-dessus, et il faudra y revenir. Mais enfin, admettons que vous ayez raison de vouloir faire une place éminente à une autre sorte de culture, à l'étude de l'« homme » ou de l'« humain ». Croyez-vous que, pour approfondir cette étude, il soit nécessaire d'anéantir dès l'âge de 12 ans « rosa la rose » ? Remarquez que, si vous étiez conséquent, vous devriez exiger des gamins de sixième qu'ils étudient l'hébreu, qui est la langue du peuple adorant, et à ce titre non moins précieuse que la langue du droit. Et pourquoi non ? Le Talmud ne serait pas pour ces gamins plus ennuyeux que le *De Viris*.

Mais, pour parler sérieusement, croyez-vous que la grammaire latine soit indispensable pour prendre contact avec ce que vous appelez d'une manière pompeuse et archaïque l'étude de l'homme, et qui n'est autre chose que l'ensemble de diverses sciences : l'histoire, la psychologie, la sociologie, d'ailleurs encore balbutiantes, mais qui, à mesure qu'elles s'affermissent, s'éloignent de plus en plus des origines lointaines qu'on se plaît à leur trouver dans les « trésors » légués par l'antiquité. Prendre conscience des étapes de la pensée humaine ? Assurément, c'est là une partie importante de la culture. Mais l'antiquité gréco-latine n'est plus, dès maintenant, et sera de moins en moins la plus remarquable de ces étapes. Les perspectives de la préhistoire s'allongent et nous font entrevoir un passé complexe ignoré des Grecs et des Latins, et qui cependant conditionna leur développement. L'histoire moderne, renouvelée par l'étude de l'économie et les méthodes statistiques, donne des résultats qui rejettent dans l'insignifiance les développements superficiels et oratoires des écrivains antiques sur quelques idées pauvres et périmées.

En réalité, ceux qui soutiennent encore que grec et latin sont la base obligée de toute culture, révèlent tout simplement l'abîme qui s'est creusé, sans qu'ils s'en aperçoivent, entre leur mentalité médiévale d'humanistes et le monde moderne. Ils sont la preuve vivante de l'insuffisance des humanités. Ils pensent encore, comme faisait Boileau, que les anciens sont la source de toute beauté et de toute sagesse. Cela fut vrai. Mais ce n'était déjà plus vrai du temps de Boileau, et c'est chaque jour un peu moins vrai. A mesure que la science progresse, et elle progresse avec des bottes de sept lieues, la pensée des anciens est de plus en plus étrangère à notre pensée. La pensée antique, depuis des années, n'a plus d'intérêt que pour l'historien, et l'historien spécialiste. Pour l'éducateur et pour l'enfant, ce n'est plus qu'un cadavre. Pour l'éducateur, c'est un tour de force impossible que d'intéresser longuement et presque exclusivement les jeunes générations à des choses aussi lointaines et aussi mortes que la loi Manilia. Pour l'élève, l'étude quasi exclusive de l'antiquité est tout simplement étouffante ; elle exige de lui un effort excessif, ou plutôt un effort dont il est incapable, et qu'il serait de simple bon sens de reporter à une époque plus tardive et de n'imposer qu'à des esprits plus mûrs.

Du temps de Boileau ou de Descartes, il était encore assez naturel de faire lire Virgile et Cicéron aux jeunes gens. On n'avait guère d'autres modèles à leur proposer, et le choix en eût été délicat. Autant lire Cicéron que Guez de Balzac. Une culture littéraire et oratoire était du reste en harmonie avec les goûts et les besoins de l'époque, et une culture scientifique eût été difficile à donner, puisque la plupart des sciences étaient encore dans l'enfance et restaient l'apanage de quelques spécialistes. Mais aujourd'hui, les choses ont bien changé. Nous avons trop à faire, nous avons vraiment trop de besoins pressants, nécessaires, il faut trop de temps pour initier les enfants d'aujourd'hui au monde d'aujourd'hui, sans qu'on nous oblige et qu'on les oblige à gaspiller des années entières à rabâcher la concordance des temps, l'emploi du subjonctif avec ut et les verbes déponents. Il faut ou il faudra que l'enfant et le jeune homme sachent ce que c'est qu'un moteur à essence, un haut fourneau, un récepteur de T.S.F., qu'ils apprennent à connaître la situation des divers peuples du monde et qu'ils acquièrent une connaissance au moins élémentaire du mécanisme de la société où ils vivent ; puis ce que c'est que leur corps et leur cerveau, en quoi leur intelligence se distingue de l'instinct des bêtes. Et vraiment, pour avoir ne fût-ce que de simples clartés de tout cela (sans parler des devoirs envers la santé et envers les muscles), ce ne serait pas trop de tout le temps que l'on passe au lycée. Oui, mais voilà : il faut connaître le peuple du droit, et étudier les conséquences de la loi Manilia. Savez-vous ce que c'est que la loi Manilia ? Vous n'en avez jamais entendu parler ? Vous n'êtes qu'un ignorant.



TU SERAS ACADEMICIEN... (Dessin de Marco Eilfa.)

Cette lutte entre les nécessités du présent (et de l'avenir) et les survivances du passé, elle se traduit dans la pratique, c'est-à-dire dans la vie de l'enseignement et des enseignants, par des luttes et des conflits dont le public n'aperçoit pas l'intérêt ni l'importance, et dont il ne saisit pas le vrai caractère. C'est la bataille des horaires ; c'est la fameuse question du surmenage. Ces conflits, sans cesse renaissants, n'ont au fond qu'une cause : le dogme de l'intangibilité des sacro-saintes humanités. Ils recevraient une solution immédiate et rationnelle si l'on se décidait enfin à porter la main sur les horaires du latin. Le surmenage ? Mais oui, il existe, il serait futile de le nier. Mais d'où vient-il ?

Il y a une cinquantaine d'années seulement, encore aux environs de 1880, le petit Français recevait une éducation à peu près entièrement littéraire et à base gréco-latine : histoire ancienne, grammaire latine, vers latins, discours latins, discours français sur des sujets latins, voilà quels étaient les exercices qui permettaient de juger un élève. Le latin et l'antiquité étaient partout ; ils régnaient sur les horaires et les programmes. Moyennant quoi on obtenait des rhétoriciens d'une culture assez superficielle, la tête un peu vide — entièrement vide, même, en dehors de leur latinasserie, comme disait Vallès — mais dont la formation était cependant assez homogène et solide en son genre. Ce qu'ils savaient, ils le savaient bien, et l'art d'arrondir les phrases leur demeurait jusqu'à la mort. Mais à mesure que les exigences de la vie moderne se faisaient sentir, à mesure que la somme des connaissances exigées simplement pour vivre ou pour tenir sa place dans le monde s'accroissait et se diversifiait, de nouvelles « matières » faisaient irruption dans les anciens programmes. On remit en honneur l'étude des langues vivantes. Le professeur d'anglais cessa d'être un paria ou un amateur qui aurait été incapable de se faire comprendre d'un cabman londonien. Ce fut un spécialiste ayant la prétention de rivaliser et rivalisant en effet avec les professeurs de langues anciennes. Et puis ce furent l'histoire moderne et la géographie moderne qui bousculèrent l'histoire de l'antiquité. L'histoire de l'art et celle des peuples se firent une

place au détriment des guerres puniques. Et quant aux sciences de la nature et aux sciences exactes... Celles-là, alors, manifestèrent un sans-gêne effrayant, se compliquant, proliférant, champignonnant, de telle sorte qu'elles menaçaient de tout envahir. Si vous ajoutez à ces catastrophes le développement des sports et l'avènement du football...

Pourtant, en face de cette invasion, le professeur de lettres anciennes, le gardien du sérail des « Belles Lettres », comme dit M. Alain, conservait, absolument immuable, son petit idéal figé. Il continuait à exiger six ou sept heures de latin par semaine, et presque autant de français, sans parler du grec. Et tel était le prestige dont ils jouissaient encore, lui et son antique marchandise, qu'on n'osait pas les lui refuser. Les jeunes disciplinés, avec l'ardeur de la jeunesse, réclamaient leur place dans les horaires ; et il fallut bien la leur accorder. Mais on ne toucha pas, ou presque pas, aux horaires ni aux programmes des humanités. Alors qu'il aurait fallu jeter pardessus bord les vieilles disciplines pour faire place aux nouvelles, si l'on consentit bien à introduire, par la force des choses, sciences, dessin, langues vivantes, exercices physiques, etc., dans les emplois du temps et les programmes, on n'eut pas le courage de rogner la part du latin, qui subsiste encore à peu près intacte. Le résultat de ce système, on peut encore l'admirer aujourd'hui : horaires pléthoriques ; programmes inapplicables. L'enfant, on l'admet, peut et doit apprendre au lycée tout ce qui le préparera à la vie moderne ; et, en effet, on lui fournit les cours nécessaires et les maîtres capables de lui transmettre les connaissances de cet ordre. Mais on exige de lui *en même temps* qu'il assimile entièrement les antiques drogues qu'avaient les générations précédentes. Il fera de la physique, de la chimie, de l'histoire naturelle, de la cosmographie... mais il continuera, parallèlement, à faire six ou sept heures de latin, cinq de français, par semaine, sans parler de l'histoire ancienne, ni du grec à partir de la quatrième. En réalité, on sait ce qui se produit. L'enfant qui n'est pas un athlète intellectuel, déconcerté par ces exigences contradictoires et excessives, rentre dans sa coquille et se réfugie dans la paresse et l'inertie. Il n'apprend plus rien du tout, et arrive jusqu'au baccalauréat ne sachant plus l'orthographe ni le latin, comme les savaient ses devanciers, et n'ayant pas appris les sciences ni l'histoire. C'est la faillite du baccalauréat, la crise de l'enseignement secondaire... tous les fléaux aux noms divers sur lesquels les humanistes se lamentent encore plus fort que les autres, mais sans cesser un seul instant de se cramponner à leurs chères humanités. Loin d'être disposés à des sacrifices, ils réclament, pour conjurer la crise, un retour à l'ancien état de choses, et, si on les écoutait, on expulsait l'anglais et les sciences des programmes pour faire la part plus large au latin.

Il va sans dire qu'ils n'obtiennent pas satisfaction. Un pareil retour en arrière est impossible et chimérique. Se trouvât-il un ministre assez réactionnaire pour le tenter que les exigences de la vie moderne s'affirmeraient à nouveau impérieusement et feraient rentrer immédiatement par la fenêtre les disciplines qu'on aurait mises à la porte. Les parents les plus réactionnaires protesteraient contre un lycée où l'on n'enseignerait qu'au compte-gouttes langues vivantes, sciences, physique, chimie, etc., et qui serait incapable de préparer à leur tâche les futurs ingénieurs, navigateurs, industriels, etc.

Mais la résistance acharnée des humanistes a du moins cet effet de leur permettre de maintenir leurs positions. L'antique prestige du latin, très grand encore chez les bourgeois et les politiciens, suffit à faire obstacle à la seule solution raisonnable qui s'impose à tout esprit non prévenu : chasser le latin de l'enseignement secondaire et le reléguer dans l'enseignement supérieur. Alléger les emplois du temps des six heures de latin, des quatre heures de grec, simplifier l'enseignement du français, et faire

ainsi une place légitime aux jeux, aux sports et au repos à côté du temps nécessairement consacré à une culture vraiment moderne.

Pour quelles raisons cette réforme pourtant inévitable est encore différée et l'idole des humanités toujours debout sur son socle ; s'il n'existe pas des raisons cachées à côté de celles qu'on allègue publiquement, et ce que valent les unes et les autres, c'est ce que nous examinerons prochainement si des questions plus brûlantes n'accaparent pas l'attention de nos lecteurs. REGIS MESSAC.

La librairie du Travail est en danger, aidez-la



LIBRAIRIE DU TRAVAIL 17, R. DE Sambre + Meuse, PARIS (10^e)
Téléph. : GOMBAT 08-02 R.C. 235.494 B. Ch. Postal : Paris 43.08

Profitez des avantages exceptionnels qu'elle vous offre :

Réduc.	20 % s. com. minim. de 50 fr. au px marqué, s. net	40 fr.
— 25 % —	— 100 fr. —	— 75 fr.
— 30 % —	— 200 fr. —	— 140 fr.
— 40 % —	— 500 fr. —	— 300 fr.

Adresser commande par chèque postal : Paris n° 43-08 c'est le plus économique en n'indiquant que les numéros d'ordre des ouvrages choisis.

39 Fadéev : La défaite	12 »
40 Fay, Barnes, etc. : Les savants américains et les origines de la guerre	4 »
41 Gladkov : Le ciment	18 »
42 Gorki : La révolte des esclaves	0 25
43 — La vie	0 25
44 Corter : Réponse à Lénine	1 »
45 Gr. féministe : Le travail à domicile	24 »
46 Guillaume, James : Etudes révolutionnaires (2 vol.)	1 50
47 — Idées sur l'organisation sociale	60 »
48 — L'Internationale (3 vol. t. 2, 3 et 4)	0 25
49 Herclot, etc. : Hommage à Lénine	14 25
50 I. S. R. : 3 premiers Congrès et Activité de l'I.S.R.	0 25
51 Isvolsky : La presse vendue	140 »
52 — Un Livre Noir (6 volumes)	12 »
53 Jaurès : Les origines du socialisme allemand	15 »
54 Laforge : Film 1914	0 25
55 Larreguy de Civrieux : Mea Culpa	6 »
56 — La muse de sang	7 50
57 Lebedinsky : La semaine	3 »
58 Lefebvre : L'éponge de vinaigre	2 »
59 Lénine : La commune de Paris	5 »
60 — L'Etat et la Révolution	4 50
61 — L'Impérialisme dernière étape du cap.	6 »
62 Liebknecht : Lettres du front et de la geôle	30 »
63 Lissagaray : Histoire de la commune de 1871	3 »
64 Lorient : Les problèmes de la révolution prolétarienne	0 45
65 — Un an après Tours	0 30
66 Losovsky : Le rôle des synd. russes dans la Révolution	7 50
67 — Activité de l'I. S. R.	0 50
68 Louzon : La déchéance du capitalisme	9 »
69 — L'économie capitaliste	0 50
70 — Impérialisme et Nationalisme	16 »
71 Louzon et Pascal : Carte polit. et économ. de l'U.R.S.S.	16 »
72 Martinet : La maison à l'abri	6 »
73 — Les temps maudits	12 »
74 Marx, Karl : Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte	6 25
75 — La guerre civile en France	13 50
76 — Lettres à Kugelmann	48 »
77 — Œuvres politiques (4 volumes)	6 »
78 Henry Marx : L'Enfant Maître	1 50
79 Marx Magd. : Une grande grève aux Etats-Unis	15 »
80 Miglioli : Le village soviétique	16 50
81 — Le Villaggio sovietista	1 50
82 Monatte et Rosmer : Un coup d'œil en arrière	0 50
83 Monmousseau : Le contrôle synd. et les Comités d'usine	15 »
84 Montandon : 2 ans chez Koltchak et chez les bolcheviks	5 »
85 Morhard : L'Angleterre a voulu la guerre	2 50
86 — Les origines de la guerre	15 »
87 — Les preuves	0 25
88 Most : La peste religieuse	0 20
89 Nansen : La famine en Russie	6 »
90 Nguyen-Al-Quoc : Procès de la colonisation française	12 »
91 Noguères : Le suicide de Philippe Daudet	15 »
92 Okhotnikov : La Bessarabie et la paix européenne	0 25
93 Okounev : Les cent deux	0 25

LES CONTRADICTIONS JURIDIQUES DU CAPITALISME

Les deux principales bases juridiques sur lesquelles repose tout l'édifice capitaliste sont : la propriété et la famille. Nous nous proposons au cours de deux études de démontrer que, pour subsister, le capitalisme se voit contraint un peu plus tous les jours d'y porter lui-même atteinte. En ce qui concerne la propriété, en substituant à ce droit individuel un droit collectif. En ce qui concerne la famille légale, en réduisant les droits de celle-ci et reconnaissant à côté d'elle les droits d'une famille extralégale.

I

LA PROPRIÉTÉ

« La propriété étant un droit inviolable et sacré... » (art. 17. Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.)

« Dans l'Antiquité — a dit Fustel de Coulange —, l'idée de propriété était dans la religion même ». A l'heure actuelle elle n'a plus cette excuse et peut-être cette justification. Le capitalisme s'est, en effet, chargé de la détacher de toute sa parure spirituelle pour n'en conserver que sa réalité matérielle et toute brute. Puis, face au prolétariat, il s'est écrié :

« Voici notre nouvelle déesse. Elle est le fruit sacré du travail, la mère de toutes richesses, de toutes initiatives fécondes et durables. Seule elle conduit à l'immortalité, car l'homme passe mais la propriété demeure. Adorez-la donc et en son nom, enrichissez-vous, c'est le plus bel hommage que vous puissiez lui rendre et que celui qui oserait porter sur elle une main sacrilège soit anathème! »

Notre code pénal consacre 84 articles à la défense de la propriété (art. 379 à 463). Ils font l'objet de tout un chapitre portant le titre suggestif *Crimes et Délits contre la Propriété*. La plupart sont punis des travaux forcés à temps ou à perpétuité. On ne badine pas avec ce droit sacré et inviolable !

Par contre, l'abandon de famille, la séduction, la tromperie sur la qualité de la marchandise, etc. sont peu punis et la contamination par exemple, ne l'est pas du tout. D'une façon générale on peut dire que le code pénal punit davantage les délits contre l'individu propriétaire que ceux commis contre l'individu lui-même (à l'exception toutefois de l'homicide). Quant aux non-possédants, le code les vomit et les pourchasse, ce sont les vagabonds, les sans-aveu.

« ART. 270. — Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. »

« ART. 271. — Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront pour ce seul fait punis de trois à six mois d'emprisonnement. Ils seront renvoyés après avoir subi leur peine sous la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

C'est en se basant sur ces articles qu'un tribunal correctionnel a pu appliquer les peines de vagabondage à un ouvrier qui étant sans domicile et n'ayant pas travaillé depuis six mois, avait été arrêté ne possédant que 75 centimes à lui remis par une association ouvrière à titre de secours de route! (GARÇON. Cote pénal annoté, page 648, § 56.)

Autrement dit en régime capitaliste, posséder n'est pas seulement un droit, mais c'est aussi un devoir et qui ne possède pas est tenu pour suspect. « Enrichissez-vous » disait Guizot. Un tel droit a enlisé la bourgeoisie dans un matérialisme, le plus bas et le plus abject qu'il soit.

Par ailleurs, il est à remarquer que le Code pénal punit en proportion du nombre de « propriétés » violées par un seul et même acte délictueux. Nous nous expliquons. Le vol seul — première atteinte à la propriété — est un délit. Mais lorsqu'il s'accompagne de circonstances aggravantes pour lesquelles l'effraction — deuxième atteinte à la propriété — il devient crime, et on sait que le crime est plus puni que le délit.

Savez-vous que les juges ont eu à se demander si le cambrioleur qui pénètre dans un appartement occupé par plusieurs personnes et qui s'empare de choses appartenant individuellement à chacune d'elles commet un ou plusieurs vols ? Vous voyez, je l'espère, toute l'importance de cette question ! Reconnaissons impartialement qu'après de longues délibérations et l'étude des grands pontifes ils ont jugé en leur âme et conscience qu'il n'y avait qu'un seul et même vol. Une chance !

Par contre, fait remarquer gravement Garçon dans son ouvrage : « Le Code pénal annoté » véritable travail de Bénédicte, le pickpocket qui, dans une salle de spectacle, dans un bal de charité, dans un entr'acte de théâtre, au foyer vole le porte-monnaie de l'un, le portefeuille de l'autre et le bijou d'une femme commet trois vols nettement différents. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas de contradiction juridique entre l'interprétation du premier cas et celle du second. En droit ils reposent tous deux sur une théorie logique et solide, mais moralement, psychologiquement, le fait que des hommes que nous voulons croire intelligents, cultivés aient à s'occuper de semblables questions prouve surabondamment que la société capitaliste souffre d'une exaspération du sentiment de la propriété, d'une phobie de la dépossession. Qu'elle en crève !

Comme nous l'avons déjà écrit dans notre précédent article « Une iniquité : le droit coutumier en matière de délai-congé » notre Code civil n'est en vérité que le code de la propriété sous toutes ses formes. Mais c'est l'article 544 qui pose explicitement ce droit.

« La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

Il y a dans cet article une contradiction flagrante. Après nous avoir dit que la propriété est le droit d'user des choses de la façon la plus absolue, le texte ajoute : « Pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. »

Or un droit, s'il est absolu — première proposition — ne peut être limité — deuxième proposition — et s'il est limité, il ne saurait être absolu.

Cette contradiction entre la première et la seconde proposition de cet article a ouvert une brèche dans ce « droit sacré », c'est par cette brèche que s'est infiltrée petit à petit toute la conception socialiste du droit et, par voie de conséquence, toutes les contradictions juridiques du capitalisme au sujet du droit de propriété.

Ces contradictions sont, entre autres :

— Les lois du 13 avril 1850 et 15 février 1902 contraignant dans certains cas le propriétaire d'une maison à y

LUMPENPROLÉTARIAT

Signalons, dans Monde du 15 avril, un remarquable article de A. Rossi sur l'expérience allemande. Il est regrettable que Rossi ait omis d'analyser certains moments de l'évolution politique en Allemagne depuis 1918 — par exemple la poussée révolutionnaire de 1923 — qui, bien qu'elle ne l'infirmes pas, nous semble devoir apporter quelques atténuations à sa thèse.

Voici un passage que nous devons tout particulièrement méditer.

Au Congrès de Lausanne de la Première Internationale, en 1867, figurait à l'ordre du jour la question suivante : « Les efforts tentés aujourd'hui par les associations pour l'émancipation du quatrième état (classe ouvrière) ne peuvent-ils pas avoir pour résultat la création d'un cinquième état dont la situation sera plus misérable encore ? » Dans la résolution votée à ce sujet, nous ne retiendrons que le passage suivant : « Le danger supposé d'un cinquième état, amené par les efforts actuels des associations ouvrières, s'évanouira à mesure que le développement de l'industrie moderne rendra impossible la production sur une petite échelle (1) ».

Ce problème n'a plus tenu par la suite dans la littérature et dans les préoccupations socialistes une place tant soit peu importante. Et pourtant, la réponse de 1867 contenait déjà le germe d'une erreur qui a pesé un peu partout sur l'action socialiste, et dont on est en train maintenant de payer les conséquences en Allemagne. Le « développement de l'industrie moderne » n'a pas rendu impossible « la production sur une petite échelle », mais, en ayant fait disparaître une partie de cette production, a créé à ce qui en restait encore une situation qui a rapproché ses tenants du « prolétariat en haillons ». Et, d'autre part, la gigantomanie industrielle et la rationalisation ont jeté de larges contingents des classes moyennes non pas, selon la prévision classique, dans le prolétariat, mais dans une sorte de couche intermédiaire, exclue aussi bien du paradis perdu de la bourgeoisie que de la terre promise du prolétariat. C'est cette couche intermédiaire, dont la psychologie instable et exagérée reflétait la situation sociale « sans perspective », qui a fourni au fascisme sa grande masse de manœuvre.

Les socialistes employés dans les administrations, travaillant dans les usines, assistés par leur syndicat, ont considéré cette masse avec cette sorte de mépris qu'on retrouve parfois chez Marx et Engels pour le « lumpenproletariat ». Mais le « lumpenproletariat » dont les maîtres socialistes parlaient était une quantité négligeable et on pouvait l'écarter sans grand danger. Pourtant, déjà dans cette position, il y avait quelque chose d'erroné, qui justifiait en partie certaines craintes et certaines suggestions de Bakounine. Mais lorsque le « lumpenproletariat » embrasse des millions de chômeurs, lorsque la moitié d'une nation, comme en Allemagne, entre dans la catégorie des « prolétaires en haillons » (même si souvent à la place des haillons il y a un col amidonné qui s'est sauvé du naufrage de toute une vie), le socialisme qui reste exclusivement le socialisme de ceux qui ont un emploi, du travail, devient conservateur et rétrograde. Ce socialisme finit par perdre le contact psychologique au début, le contact politique et social par la suite, avec une masse énorme de gens qui reste ainsi abandonnée à elle-même et qui sera entraînée dans le courant houleux de la revanche fasciste et réactionnaire.

(1) J. Guillaume, « L'Internationale », I, p. 34-5.

RÉFLEXIONS D'UN ENNEMI

La civilisation punit, mais ne se venge pas, et par respect pour elle-même, elle doit éviter toute violence et toute représaille que la justice n'a pas ordonnée. La loi maritale et les exécutions des coupables saisis les armes à la main étaient plus que suffisantes à satisfaire les rancunes ; à la sévérité de la répression, il ne fallait pas ajouter la honte des injures et la cruauté des sévices sans péril. (Maxime du Camp, Les Convulsions de Paris, Episodes de la Commune.)

Le meilleur moyen de prouver
sa sympathie à « MASSES »
est de s'abonner

exécuter des travaux d'assainissement et lui interdisant même de la louer pour être habitée.

— La loi du 31 décembre 1913 qui classe de droit les immeubles qui présentent un intérêt artistique ou historique et subissent dans ce cas de très graves restrictions. Par exemple : l'immeuble classé ne peut être aliéné « qu'après que le ministre des Beaux-Arts a été appelé à présenter ses observations ».

— La loi du 14 mars 1919 qui oblige le propriétaire d'un vaste terrain qu'il veut diviser en parcelles aptes à la construction, à se conformer à de multiples et compliquées prescriptions.

— L'article 219 du code forestier modifié par la loi du 18 juin 1859 contraint le propriétaire voulant défricher ses bois et forêts à en demander l'autorisation.

— Les lois du 11 septembre 1792 et 16 septembre 1807 donnant à l'Etat le droit d'ordonner le dessèchement des marais soit pour augmenter le sol cultivable, soit pour assurer la salubrité d'une région. L'atteinte aux droits du propriétaire est aggravée par ce fait que l'Etat peut concéder le dessèchement à un tiers ou l'opérer lui-même.

— Enfin la plus importante de toutes, la loi du 3 mai 1841 qui va encore beaucoup plus loin puisqu'elle arrive à déposséder le propriétaire de sa chose par l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Toutes ces lois substituent au droit individuel un droit collectif. Elles reconnaissent qu'au-dessus des droits de propriété individuelle, il y a ceux, supérieurs de la société. C'est très bien. Mais que devient dans tout cela le droit sacré et inviolable. Incontestablement ces lois qu'on le veuille ou non, sont en opposition flagrante avec ce droit. Et c'est là une des plus importantes contradictions juridiques du capitalisme, contradictions dont il ne semble du reste même pas se douter.

Mais le prototype des contradictions juridiques du capitalisme nous est fourni par toute la législation des loyers depuis 1914, qui ne comprend pas moins de 32 lois. Voici d'après le juriste Planiol les motifs de cette législation « exceptionnelle et temporaire » :

« On a voulu, dit-il, rassurer les mobilisés sur la conservation pendant la guerre de leur logement ou de leur exploitation commerciale. A l'heure où la nation entière (sic) prenait les armes pour défendre son territoire, il importait qu'aucune préoccupation de ce genre ne vint affaiblir son moral. »

Typique comme mentalité bourgeoise. Si nous comprenons bien, on a offert aux mobilisés, en échange de leur peau, un nouveau droit de propriété.

Dans un remarquable article « Le nouveau régime des loyers pour les locaux d'habitation et les locaux professionnels », Henri Lalou, professeur à la Faculté libre de Droit de Paris, avocat à la Cour d'appel, a mis pleinement en lumière ces atteintes multiples et graves au droit de propriété : c'est un aveu précieux et sérieux. Il est à retenir, il corrobore pleinement notre thèse.

Nous lisons :

« Cette législation se caractérise par la méconnaissance de deux principes fondamentaux du droit privé que les articles spéciaux du Code civil consacrés aux contrats de louage n'avaient pas entamés le respect dû au droit de propriété tel que définit par l'art. 544 C. civ. et le respect dû aux contrats, proclamé dans l'art. 1134 C. civ. Les atteintes au droit de propriété résultent des prorogations, des obligations de renouveler les baux et des réquisitions. Les atteintes à la liberté et à la force obligatoire des contrats résultent de la limitation du taux des loyers et des lois sur la révision des baux à long terme. »

Nous ajouterons qu'ici le capitalisme pour gagner la guerre a dû purement et simplement sacrifier le droit de propriété individuel, « sacré et inviolable » et avoir recours — ô honte — à un droit collectif. Quel aveu d'impuissance en la vertu de son droit individuel !

MARTHE DUPUY.

SOREL ET MARX

Sorel a eu et reconnu pour maîtres Proudhon et Marx. Auquel des deux doit-il le plus ? On peut en discuter et on n'a pas manqué de le faire, bien qu'une réponse péremptoire soit naturellement impossible. C'est le cas pour toutes les recherches d'influence, mais plus encore pour celle-ci, vu les qualités particulières du « disciple » : Une vivacité d'esprit, très remarquable mais un peu brouillonne, qui saute sans justification d'une idée à une autre, amour du rapprochement paradoxal ou de l'allusion irritante, un besoin continu de polémique et d'invective font de lui un écrivain imprévu, séduisant et décevant, qui n'appelle aucune comparaison.

Toutefois les autorités dont il se réclame demeurent, et sur plus d'un point ses analyses sont directement rattachées aux théories de ses prédécesseurs. Or, si nous trouvons dominante chez Sorel une vocation de moraliste — très semblable à celle de Proudhon — il y a, dans l'appréciation des faits et le fond même de sa « doctrine », des emprunts essentiels faits à l'œuvre de Marx et surtout une volonté très forte de demeurer fidèle à ce qu'il considérait comme le véritable esprit marxiste.

Le spectacle de l'affaire Dreyfus suivie de l'envahissement des services publics par les dreyfusards intrigants et de l'entrée au ministère du plus représentatif des politiciens socialistes, Alex. Millerand, agit sur Sorel comme une soudaine illumination. Il avait jusque-là cru à la possibilité d'une action ouvrière dans une démocratie ; c'est ainsi qu'il comprenait le socialisme. L'union de toutes les forces libres et de toutes les bonnes volontés pour la défense de Dreyfus lui avait paru prouver que la lutte des classes n'était pas une réalité sociale inéluctable et qu'à l'occasion, l'accord était possible entre bourgeois honnêtes et prolétaires vertueux. Le « peuple indivisible », en qui Marx voyait une illusion démocratique, existe à certaines heures privilégiées de l'histoire. « L'amalgame » se fait contre l'ennemi commun, qui prend ici la forme du cléricisme — plus constant dans son oppression que la « tyrannie » militaire elle-même, plus propre donc à exciter la haine de tous les gens de bien. Marx est trop sévère pour les moyens démocratiques de « transformation sociale », incapables suivant lui de « dépasser les limites de la petite bourgeoisie » : le vrai mérite de la démocratie n'est pas, comme il le croyait, d'accuser l'antagonisme des classes, de manifester « clairement » que « toute lutte contre la puissance (est) une lutte contre le capital ». En vérité cet antagonisme n'éclate qu'à propos d'intérêts économiques ou de contestations juridiques ; il ne faut donc pas en faire un « précepte ». Sorel écrivait alors : « La contradiction entre la démocratie et le socialisme porte surtout sur l'économie ; leur accord sur le côté spirituel de la vie sociale... Le socialisme renferme des éléments spirituels, et tout au moins « en renferme-t-il en tant qu'il est intéressé au développement de la démocratie ; car la démocratie n'a essentiellement que « des fins spirituelles : la liberté, le droit pour tous, etc... ». Or, c'est à la faveur d'alliances semblables à celle des partisans de Dreyfus que le travailleur, désormais mieux connu et mieux considéré, aura plus de crédit dans ses requêtes et plus de chance de les faire aboutir. Quant aux classes moyennes, dont l'importance a été sous-estimée par Marx au profit de la division absolue « entre deux grands camps ennemis, entre deux « grandes classes directement opposées : la bourgeoisie et le « prolétariat », elles existent et ne sont pas disposées à s'évanouir ; il faut d'ailleurs s'en féliciter : parmi elles se recrutent les plus dévoués serviteurs du peuple.

L'exploitation de la « victoire dreyfusarde » au profit d'ambitieux et de traîtres à la cause ouvrière fit de Sorel l'adversaire le plus irréconciliable du socialisme politique. Les suites de l'affaire montrent que le socialisme théorique est incompatible avec la social-démocratie pratique. Ce n'est pas seulement une question d'hommes ; les lâchages successifs de Millerand, Viviani, Briand sont dans l'ordre des choses : un « parti », quel qu'il soit, ne peut défendre avec sincérité et désintéressement la classe des travailleurs ; il est destiné, par nature, à rechercher le pouvoir, à le partager ou, s'il le conquiert tout entier, à s'approprier les modes de gouvernement traditionnels. Les opprimés ne feraient que changer de maîtres, et l'on perd au change quand on s'asservit à un parvenu. Sorel avait cru voir un progrès depuis la phase doctrinale du socialisme jusqu'à la formation du parti, en passant par le stade intermédiaire de la

secte. La « révolution dreyfusienne » l'a convaincu de son erreur totale. Il rejette aussitôt l'illusion optimiste qui lui avait inspiré les Préfaces à Colajamai, à Gatti, à Saverio Merlino. Il confesse avoir « confondu l'utopie philosophique de la démocratie, qui a enivré l'âme de nos pères, avec la réalité du régime « démocratique, qui est un gouvernement de démagogues ». L'utopie n'existe plus aujourd'hui que pour masquer les entreprises des politiciens, auxquelles les réformes juridiques, présentées avec rouerie, donnent la consécration du droit.

D'où faut-il attendre le salut pour le vrai socialisme ? D'un retour à Marx, par delà les marxistes plus ou moins orthodoxes, ou plus ou moins sincères. Au parti, l'on doit opposer la classe, au citoyen le producteur, à la démocratie le syndicalisme. La meilleure besogne que puisse accomplir le théoricien, c'est d'observer le mouvement ouvrier tel que le conduisent les militants syndicalistes, de l'aider à prendre pleine conscience de lui-même, de coordonner ses aspirations en leur attribuant le maximum de rigueur. « Une révolution, déclare Sorel, ne « produit des changements profonds, durables et glorieux que « si elle est accompagnée d'une idéologie dont la valeur philosophique soit proportionnée à l'importance matérielle des « bouleversements accomplis ». Or, c'est en approfondissant le marxisme que l'on parviendra à créer cette idéologie indispensable. Jules Guesde disait avoir conçu le marxisme avant d'avoir rien connu de Marx. La méthode de Sorel est tout autre ; il veut revenir aux textes. Mais — il convient d'y prendre garde — rien n'est plus opposé à son esprit qu'un ressassement stérile, une orthodoxie traduite sans répit en actes d'adoration. Il estime que la véritable fidélité à la pensée de Marx et d'Engels consiste à poursuivre l'œuvre commencée, à rechercher une illustration de leurs thèses dans les phénomènes actuels de la vie économique, à combler les lacunes et à rectifier, s'il s'en trouve, les indications rendues inexactes par le cours des faits. Telle est, à coup sûr, l'une des pensées maîtresses de l'œuvre de Sorel. On la rencontre déjà dans « L'Avenir socialiste des syndicats » ; les « Réflexions sur la violence » la mettront en pleine lumière contre la « littérature de bibliothèque » et la prose lénifiante que Jaurès et les socialistes officiels répandent avec entrain, il faut dresser la volonté d'affranchissement brutal qui exalte les purs militants du syndicalisme. Or cette volonté s'est fournie à elle-même un objectif précis : la grève générale. Il n'y a pas à mettre en doute, ainsi que le font les marxistes dits « orthodoxes », ses chances « théoriques » d'aboutir. Elle existe au cœur des ouvriers comme une lumineuse espérance, qui reconforte dans les luttes quotidiennes, qui donne aux grèves partielles et aux gestes de révolte leur entière signification. D'ailleurs il est facile d'apercevoir qu'elle correspond au programme marxiste le plus authentique. Alors que « toute politique électorale est évolutionniste », le déclenchement de la grève générale réaliserait la « catastrophe » de cette manière brusque et complète dont Kautsky a raison de faire l'essentiel du procédé marxiste. En outre, cette grève n'est concevable qu'à une époque d'intense production industrielle, bientôt suivie de mévente. A ce moment les rivalités des patrons, la nécessité de tenir le coup avec un personnel réduit, accentuent les misères de l'ouvrier et, par là-même, son exaspération. Il est souhaitable que le despotisme soit poussé à ses extrêmes limites ; le soulèvement prolétarien en acquerra d'autant plus de puissance. Marx le savait bien lorsqu'il distinguait soigneusement « crise économique » et « déchéance économique » ; cette dernière amoindrirait les énergies des capitalistes et des travailleurs, celle-là au contraire, résultant d'un vertige de production, exaspère les exigences des uns et la colère des autres. De plus le régime nouveau trouvera, à sa disposition, un outillage considérable et « le prolétariat prendra, tout simplement, la suite du capitalisme ». Aussi n'est-il plus nécessaire de recourir, comme les utopistes du XVIII^e ou du XIX^e siècle, à des formules toutes faites décrivant la société future. « Pas « besoin de programmes d'avenir », écrit Sorel dans les « Réflexions sur la violence » ; les programmes sont réalisés déjà « dans l'atelier. L'idée de la continuité technologique domine « toute la pensée marxiste ». L'organisation des producteurs succédera d'emblée au gouvernement des politiciens.

L'accord que le mot d'ordre de grève générale établit entre les enseignements du marxisme théorique et la pratique ouvrière comme elle se manifeste dans la vie syndicale, constituée aux yeux de Sorel « la meilleure preuve à donner pour

démontrer le génie de Marx ». Les tentatives de conciliation sociale et de « parlementarisme industriel », que mettent en avant les sociaux-démocrates niais ou coupables, sont refoulées par l'« arrogance » intransigeante du prolétariat, qui seul a conservé la simple fierté et le sens de la « grandeur » indispensables pour réussir une révolution. « Le syndicalisme révolutionnaire réalise, à l'heure actuelle, ce qu'il y a de vraiment « vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules : à savoir que la lutte de classes « est l'alpha et l'oméga du socialisme, qu'elle n'est pas un « concept sociologique à l'usage des savants, mais l'aspect « idéologique d'une guerre sociale poursuivie par le prolétariat « contre l'ensemble des chefs d'industrie, que le syndicat est « l'instrument de la guerre sociale... de la révolution conçue « comme une pure et simple révolte. » (« Le Syndicalisme révolutionnaire », art. du « Mouvement socialiste », nov. 1905.)

Il faut toutefois prendre garde que Sorel a fait de la grève générale le centre de ses « réflexions », non tellement pour l'importance matérielle que pourrait avoir sa réalisation, mais pour sa valeur symbolique, sa puissance de suggestion. Elle agit sur la classe ouvrière comme un « mythe » ; la certitude d'un prochain et définitif retour du Christ agissait ainsi sur les premiers chrétiens. Occupant sans cesse l'esprit et sollicitant l'effort, ce mythe portera les énergies à un tel degré de tension que le choc sera rendu inévitable. Bernstein disait que le but final n'était rien, et le mouvement tout. Sorel est là-dessus d'accord avec lui ; et, pense-t-il, avec Marx, très soucieux de sauvegarder en face du déterminisme économique la part de la volonté humaine : « L'homme fait son histoire, mais dans des conditions déterminées ». Les disciples étroits auraient exclusivement insisté sur la deuxième partie de la formule ; contre ce « fatalisme social » Sorel rétablirait l'équilibre en mettant l'accent sur la première. C'est à la liberté ouvrière, organisée par le syndicalisme, qu'il croit pour fonder le régime nouveau. Cette édification serait impossible sans la foi souveraine en un mythe. Aussi écrit-il dans « La décomposition du marxisme » : « Les auteurs qui avaient critiqué Marx lui avaient souvent reproché d'avoir parlé un langage plein d'images, qui ne leur « semblaient point convenir à une recherche ayant la prétention « d'être scientifique. Ce sont les parties symboliques regardées « jadis comme ayant une valeur douteuse qui représentent au « contraire la valeur de l'œuvre. »

Quelle que soit la légitimité de ces vues, il reste que les préoccupations de Sorel sont avant tout des préoccupations de moraliste : il lui est arrivé de reprocher aux marxistes de n'en pas avoir et, sur ce point, c'est à Proudhon qu'il s'apparente étroitement. Plus que la catastrophe matérielle lui importe la « catastrophe morale » au profit d'un prolétariat révolutionnaire, dont « l'âme (est ce qui reste) de puissant, de neuf et d'intact... dans « la ruine totale des institutions et des mœurs. »

A la régénération sociale s'ajoutera une rénovation du droit ; ici encore, Sorel est dans la lignée proudhonienne. Cette violence, dont il attend le triomphe de la classe ouvrière, il a bien soin d'en souligner la « moralité » : elle ne ressemble pas au terrorisme jacobin qui est l'instrument par excellence de la révolution bourgeoise ; sa principale raison d'être est de manifester, chez les travailleurs, un inébranlable parti-pris de rupture et de faire comprendre à la bourgeoisie que tout espoir de compromis est vain. L'« unanimité héroïque » dont parle Proudhon étant ainsi réalisée dans le prolétariat, un socialisme « parfaitement révolutionnaire » n'est pas inconcevable, encore « qu'il n'y ait que des conflits courts et peu nombreux ». Et « même : nous avons le droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point « souillée par les abominations qui souillèrent la révolution « bourgeoise. »

Cette espérance du minimum de frais est bien à sa place dans la pensée de Sorel, qui se refuse, en définitive à voir dans une révolution quelle qu'elle soit, le terme d'un progrès. L'histoire du genre humain est pour lui une continue « marche à la délivrance » ; une croisade sans cesse renaissante, grâce à un pessimisme radical. Tout arrêt — inaugurerait-il le plus satisfaisant des régimes — équivaut à une déchéance. Aussi, n'est-ce pas à Hegel, trop raide à son gré et trop rationaliste, que se réfère le plus volontiers le néo-marxisme de Sorel, mais à Bergson, dont la doctrine lui a révélé la véritable nature de l'évolution — irrésoluble en « fragments d'évolué » —, et dont l'apologie des forces instinctives lui sert à soutenir sa propre théorie du mythe : l'« élan vital » explique mieux la poussée prolétarienne que ne saurait le faire aucune dialectique.

M. Gait.

RÉFLEXIONS INOPÉRENTES
SUR UN CONGRES.,
DU MÊME GENRE

Il ne semblait pas pourtant devoir l'être, inopérent, ce Congrès d'Avignon qui fut désiré et décidé à la suite des agissements du Groupe parlementaire S. F. I. O. Mais il l'est devenu.

Et ceux qui l'ont rendu tel sont justement ceux qui le réclamaient avec le plus d'éclats de voix.

Le révolutionnarisme verbal de Marceau Pivert et de Ziromski, le délayage savant de Séverac et la subtilité de Léon Blum, dont l'autorité sur le parti est chancelante, ont eu raison de ceux qui restent logiques jusqu'au bout : les Renaudel, Marquet et autres Frossard.

La politique de la corde raide instituée par Blum et combattue raisonnablement par Déat et Renaudel, a encore triomphé à Avignon. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que maintenant on y voit moins clair qu'avant.

Coups de gueule, coups de poing sur la table, cela ne fait que du bruit, et les braves bougres de militants qui attendaient de ce Congrès la condamnation des votes, des crédits de guerre, de police, des fonds secrets du budget provisoire, peuvent toujours chercher dans cette inqualifiable motion Pivert-Faure-Blum, un résultat positif de ces explications tant demandées.

Un rappel verbeux de ce que devrait être la soi-disant politique du Parti, un couplet sur le fascisme (c'est une constatation platonique), des hurlements anti-parlementaires, et, dressés l'un contre l'autre dans un beau mouvement d'unité, Renaudel et Séverac.

Voilà ce que l'on a vu au Palais de la Foire. De l'action, point. Des décisions nettes, point. Des condamnations, ou tout au moins un ultime avertissement, pas davantage.

Et nous ne parlerons pas de l'incident Nicolle-Grumbach !... Le groupe parlementaire, se référant aux directives données par ce Congrès pour continuer à voter comme bon lui semblera. L'obscurité de la motion majoritaire est assez grande pour que chacun continue d'agir à sa guise.

La logique appartiendra encore aux révisionnistes. Le Parti ne sera pas content ? Bah ! un nouveau congrès et une nouvelle motion mi-Pivert mi-Blum et le tour sera joué.

L'unité du Parti sera sauve ! La scission n'aura pas lieu ! Peut-être, mais ce n'est pas sûr. Or, il est certain qu'il existe au sein du Parti des éléments qui veulent abattre le capitalisme et non l'étayer par crainte du pire et qui ne veulent pas que l'action de leurs représentants au Parlement s'oppose à la leur.

Il est certain que nombre d'ouvriers sont dérotés aussi bien par la politique insensée du P. C. que par la politique petite bourgeoise des Renaudel et la démagogie verbeuse des Pivert.

Ces ouvriers sincères se lassent et sont alors perdus pour l'action politique et syndicale quand ils ne sont pas gagnés par les formations fascistes.

Il y avait, dans la Seine, une motion signée Desphelippon, qui avait le tort de poser très nettement le problème de l'action du Parti devant les événements actuels. Ce réajustement du programme d'action du Parti devait être l'ordre du jour du congrès ordinaire de la Pentecôte. Cet ordre du jour devait d'ores et déjà être posé comme solution à ce récent congrès d'Avignon.

Qu'est devenue cette motion ? Noyée, malgré tout l'esprit de Georges Monnet.

Que va devenir ce Congrès de la Pentecôte ? Le résultat de celui d'Avignon, ne laisse pas prévoir qu'il aura lieu. Mais même s'il avait lieu, qu'aurait-il à son ordre du jour ? Sera-t-il aussi vain que ce dernier ?

La II^e Internationale n'a plus une politique révolutionnaire. La III^e Internationale est impuissante. Les militants doivent agir pour que les deux internationales se rapprochent l'une de l'autre. Tant pis pour ceux qui sont en place et seront chassés ; ce qui presse, ce qui est immédiat, c'est la lutte contre un fascisme qui devient chaque jour plus menaçant, et dont l'audace vient de la carence de ceux qui prétendent représenter et guider la classe ouvrière.

B. Ady-Brill.

Le Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris (2^e)

Subversion de l'Economie allemande ⁽¹⁾

La lecture de cette brochure me paraît profitable à tous. En voici le résumé, ainsi que quelques passages essentiels. L'auteur, Pierre Ganivet, est déjà connu dans certains milieux syndicalistes révolutionnaires. Voici comment il nous dépeint la mentalité allemande :

Un esprit d'audace, d'énergie et d'aventure animait dans tous les domaines un peuple débordant d'activité... mais trop à l'étroit dans le cadre de ses frontières. Un besoin de construire, d'innover et de s'affirmer le poussait... de là aussi, cette brutalité, ce pédantisme, tantôt morgué, tantôt obséquieux qui nous choquent, bien qu'ils ne manifestent peut-être que la gacherie première d'un peuple franc et trop plein de sève qui n'a pas encore appris à se maîtriser.

Les résultats de cette mentalité sont « la lutte pour les prix, l'étrangement mutuel des marchés, la dissolution du capitalisme privé ».

Après cette exposition, la première partie intitulée « L'effondrement des cadres traditionnels de l'économie » commence par l'étude du problème agricole allemand qui peut se résumer en ces mots : mévente et endettement. Au second chapitre « la crise financière » après les causes générales et extérieures (baisse des matières premières due à la surproduction, revalorisation de la livre sterling, retrait des capitaux étrangers), viennent les causes particulières et intérieures (paiement des réparations, absence d'épargne, combien compréhensible avec les misères vécues lors de la chute du mark). Les réparations étant en fait payées par les emprunts à l'étranger et non par le solde de la balance des excédents économiques, comme prévu par les experts du Plan Dawes, le gouffre se creusait de jour en jour. Dans ce domaine, mêmes symptômes, endettement, impuissance ; si nous y ajoutons la mévente, nous aurons caractérisé en même temps la crise industrielle, qui commence après la guerre, par la concentration des industries, la surproduction, la lutte douanière, etc. L'effondrement des cadres économiques retombe toujours sur le prolétariat par diminutions de salaires, chômage et misère.

Ganivet passe à l'étude du remède tenté : « le capitalisme d'Etat » car c'est à lui que « toute l'Allemagne bancaire, agricole, industrielle, se rallie désormais ».

Son premier chapitre « Origine et Caractère du Capitalisme d'Etat en Allemagne » nous fait l'historique des travaux et théories de Fichte, Rodbertus, Schaeffe et du Pr. Wagner et les oppose à l'économie socialiste véritable « planée ».

« La Socialisation des pertes » titre du second chapitre montre comment l'ingérence de l'Etat dès le début de la guerre amena les banquiers, les propriétaires agrariens, les industriels qui ne voyaient plus que ce moyen de se sauver de la ruine causée par leur folie et leur frénésie du profit, à se tourner vers celui-ci et lui demander « de partager le poids de leurs erreurs de gestion, de leur mégalomanie, de leur prodigalité, ils réclamaient la socialisation des pertes ».

La réponse ce fut « monopole du crédit, réglementation du commerce des devises et contrôle des banques » suivie de mesures similaires dans les domaines agricoles et industriels. De sorte que l'Etat allemand est le premier banquier de l'Europe, le plus puissant industriel du continent et aussi le plus gros fermier.

La troisième partie de l'ouvrage « Les leviers de commande » commence (à tout saigneur, toute horreur) par les magnats de l'industrie lourde et hobereaux, puis se termine par une pénétrante étude du prolétariat allemand. Après cette revue des forces en présence, nous constatons une quasi

(1) Les Humbles, 229, rue de Tolbiac.

A propos de l'Association Internationale des Médecins contre la guerre

Toute espérance est permise et la lutte contre la guerre se poursuit dans tous les milieux, active et méthodique, et je crois devoir signaler à l'intérêt général la création, au cours de ces derniers mois, d'une « Association internationale des médecins contre la guerre » dont la section française, grâce au dévouement de son secrétaire, le docteur Jean Dalsace, groupe maintenant près d'un millier d'adhérents. Dans son « appel », je découpe, à l'intention des lecteurs de « Masses », les phrases suivantes qui viennent témoigner de son esprit, celui d'un pacifisme non bélat, pour reprendre le mot qui a fait fortune :

« Dans tous les pays, les forces intéressées dans une guerre, et particulièrement les industries d'armement, tentent d'enrôler les médecins dans les rangs de ceux qui préparent un nouveau conflit. La guerre abaisse le médecin en l'obligeant à récupérer jusqu'au dernier homme et à dissimuler les conséquences de la famine et des épidémies. Aujourd'hui, il doit contribuer par ses expertises à réduire les rentes misérables des victimes de la guerre et du travail... Notre action s'exercera en étroite collaboration avec toutes les organisations luttant activement contre la guerre et avec l'ensemble des masses laborieuses à qui nous devons l'appui de nos connaissances scientifiques. »

L'Association donnait il y a quelques jours une séance de propagande au Palais de la Mutualité ; au programme figuraient des extraits de « No man's land » et la « Liluli » de Romain Rolland que la compagnie Autan-Lara (Art et Action) avait bien voulu reprendre à l'aide d'ombres silhouettées sur deux écrans, l'un réservé aux individus et l'autre aux foules. Malheureusement, ce qui convient au laboratoire de théâtre de la rue Lepic ne convient nullement à une vaste salle, et la magnifique « Liluli », la « Liluli » si pleine de vie et d'humour, si poignante parfois, m'apparut obscure, lourde et ennuyeuse — malgré de nombreuses coupures. La salle se transforma bientôt d'ailleurs en un immense salon où messieurs les médecins et mesdames leurs épouses, se désintéressant définitivement de la scène, échangèrent à qui mieux mieux leurs impressions sur les événements du jour — on n'a pas si souvent l'occasion de se trouver entre confrères !

Somme toute, le clou de la soirée fut le président de la Société qui, en redingote, la Légion d'honneur à la boutonnière, vint lire une lettre de Romain Rolland sur un ton de déclamation très Comédie-Française. Bonne chance malgré tout aux médecins pacifistes, qui feront mieux à l'avenir.

Gaston FERDIÈRE.

unanimité en faveur du Capitalisme d'Etat : c'est simplement parce que tous comptent (tous les partis politiques), s'emparer à leur profit exclusif des leviers de commande. Seule une infime minorité syndicaliste révolutionnaire est adverse irréductible de cette étatisation à outrance.

En conclusion voici un passage du livre de Fried « La Fin du Capitalisme ».

Le système s'est fourvoyé dans une impasse. Il n'y a plus d'issue. Les stocks, les salles d'usines sans vie, les armées de chômeurs croîtront encore et l'enfleront et nous aboutirons à la « mort » par le froid de l'économie mondiale, s'il n'y avait pas des hommes vivants qui ne peuvent supporter ce processus que jusqu'à un certain point de saturation. A la dernière minute c'est l'homme qui devient le régulateur à la place du prix. Et pendant que dans les bureaux des cartels on calcule les prix de revient, tandis que les bourses mondiales continuent leurs danses de fantômes, les masses d'ouvriers et de paysans s'ébranlent lentement.

P. Hallier.

Cri d'un jeune pacifiste

LAISSEZ-NOUS VIVRE !

Nous, les jeunes, nous débutons dans la vie.

Le château de cartes des illusions que tout jeune homme est en droit de bâtir s'écroule peu à peu. Pour certains, il est entièrement détruit, et ceux-là cherchent dans les débris une raison de vivre.

Nous avons eu de cruelles déceptions. Camarade, tu as vu tes projets anéantis.

Travailleur manuel ou intellectuel, tu as eu dans ton atelier ou ton bureau des chefs qui se considéraient comme une chose qu'on a à sa disposition pour son bon plaisir, et tu te sentais méprisé. Tu en as souffert moralement. Tu t'es révolté parfois... Mais tu avais besoin de gagner la vie...

Tu as combattu pour défendre ton maigre salaire.

Tu as peut-être été chômeur, et tu n'oublies pas avec quel dédain tu étais reçu lorsque tu demandais du travail.

Les vieux, je crois, se moquent de nous et nous en veulent. D'abord ils nous reprochent notre jeunesse. Comme s'ils avaient eu un mérite quelconque à vieillir ! Peut-être en sont-ils jaloux de notre jeunesse. Notre esprit pacifiste les indispose. Nous n'avons pas le droit d'exprimer nos opinions. On nous reproche notre hostilité aux choses de l'église, routinerie ancrée dans les cerveaux, et qui fait de l'ecclésiaste le véritable maître. On s'étonne de notre ironie quant aux uniformes pimpants, aux décorations et autres hochets pour grands enfants. On nous reprocherait presque, parfois, de ne pas avoir participé à la tuerie du droit et de la civilisation.

Et alors, on se fiche de nous, on nous laisse tomber ? Que nenni, on s'en occupe au contraire, et comment donc ! les petits canons qu'on fabrique, les obus qu'on tourne, c'est pour qui, ça ? Pour nous. Et qui compte-t-on museler les événements du jour — on n'a pas si souvent l'occasion de se trouver entre confrères !

Et les godillots avec la boîte de graisse, et la poudre à mornions, et tout, et tout. Oh ! vous nous comblez...

Et on fabrique aussi, ça c'est très important, de la littérature pour le moral, qu'on sortira à l'heure H. Et c'est toujours pour nous !

Voilà donc pour les jeunes. Et tout ça, pourquoi ? Parce que ces Messieurs les fricoteurs, spéculateurs, marchands de matériel de tuerie, profiteurs et autres monstres de cette secte trouvent leurs portefeuilles très insuffisamment garnis.

Qu'est-ce que ça peut nous foutre à nous ? Et le nôtre de portefeuille, est-il si rempli ? On nous dira : le vôtre ça n'a pas d'importance du tout, mais c'est plutôt pour celui de ces Messieurs...

Alors, on va se remettre sur la g... à cause de ça ? Nous serons donc les victimes jusqu'au bout !

Oui, jusqu'au bout. Même lorsqu'une croix de bois sur le ventre, on viendra faire des discours pompeux sur notre tombe, avec drapeaux et « Marseillaise », en rendant hommage à notre patriotisme.

Que si on mourrait deux fois, on en crèverait à nouveau, mais de rage.

Qu'on nous laisse vivre, N. de D. !

Sylvain.